

ARCHIVES SPARTACUS  
René LEFEUVRE

QUATRIEME ANNEE. — N° 32.

9 AOUT 1923.

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes



ANTOINE KER

# Antoine KER

## Notes et souvenirs personnels

*Cet article de notre Directeur, Boris Souvarine, a été écrit à Moscou pour la revue l'Internationale Communiste. Nous croyons devoir le reproduire ici, dans ce Bulletin Communiste dont Ker fut un des premiers collaborateurs.*

**L**E Parti Communiste français a été durement frappé par la perte de Ker, mort le 21 juillet. Il est privé d'un de ses militants les plus intelligents, d'un collaborateur de premier ordre, qui lui avait déjà rendu de grands services et était appelé à en rendre de plus grands encore.

Ce n'est pas seulement le Parti français qui ressentira cette perte, mais aussi l'Internationale. Ker appartenait, en effet, à cette petite poignée d'hommes, si rares dans le mouvement ouvrier français et même encore dans notre Parti Communiste, qui s'intéressent à l'activité des révolutionnaires des autres pays comme à celle de leurs compatriotes. Il se sentait à l'aise dans nos partis frères et au centre de l'Internationale, à Londres, à Berlin et à Moscou. C'est là un signe de supériorité qui ne trompe pas. Il était avant tout un homme du mouvement révolutionnaire international, et il devait le prouver à une heure critique de la vie de son Parti.

Son existence de militant révolutionnaire, si brusquement interrompue, si cruellement pour ses parents, ses amis, ses camarades de lutte, fut bien remplie. Avant d'être connu comme homme politique, il avait appartenu à la Fédération socialiste de la Loire ; il était alors professeur dans un lycée du département. Pendant la guerre, il fut mobilisé et devint officier. C'est au début de 1919, je crois, que nous vîmes pour la première fois sa signature, et celle de Madeleine Ker, dans la *Vie Ouvrière*. Je fis peu après sa connaissance à Clarté, et nous nous liâmes rapidement. Bientôt, nos travaux révolutionnaires furent associés. Il entra au *Comité de la III<sup>e</sup> Internationale* et fut un des collaborateurs les plus proches, les plus actifs, de Lorient et du signataire de ces lignes.

Pendant quelque temps, son rôle fut si effacé, son travail si discret, même si secret,

que son nom était presque ignoré dans notre mouvement ouvrier. Mais il n'en rendit pas moins alors d'inoubliables services. Pendant l'emprisonnement des deux secrétaires du *Comité de la III<sup>e</sup> Internationale*, il fut un de nos plus précieux auxiliaires. Je lui confiai sans hésiter les missions les plus difficiles, dont il s'acquitta à son grand honneur et pour le plus haut intérêt de notre action révolutionnaire. Il assura dignement la représentation de notre *Comité de la III<sup>e</sup> Internationale* à l'étranger. C'est alors qu'il commença sa collaboration au *Bulletin Communiste*, où il signait : Witness.

A la fin de l'année 1920, le *Comité de la III<sup>e</sup> Internationale* le choisit comme un de ses représentants au premier Comité Directeur du nouveau Parti Communiste, formé au Congrès de Tours. Ses qualités d'intelligence et de travail furent si vite remarquées qu'on le nomma presque au lendemain du Congrès secrétaire intérimaire du Parti. Peu après, son nom devait retentir avec force dans le tumulte de la vie politique : à la fin de janvier 1921, Ker était arrêté, en même temps que Zalewsky, et précédant de peu Dunois.

Il vint nous rejoindre à la Santé. Son crime était d'avoir reçu de Dunois un chèque appartenant à Zalewsky, et de l'avoir changé dans une banque. Naturellement, ce que la bourgeoisie et ses serviteurs socialistes, ce que les badauds et les niais regardaient comme un crime, était en réalité un honneur pour notre camarade : si on lui avait confié des valeurs c'est qu'on le connaissait pour son intégrité, pour sa probité parfaite, c'est qu'on était sûr de lui. Et la plupart de ceux qui l'attaquèrent alors ne pourraient se flatter d'être dignes d'une telle confiance.

En prison, les liens qui nous unissaient déjà se resserrèrent encore. Son dévouement au Parti lui avait fait perdre sa situation matérielle (il était employé d'une grande firme métallurgique). Plus pauvre désormais, mais plus libre, il allait pouvoir se consacrer entièrement au travail pour notre cause commune. Pendant son emprisonnement, il signa ses articles : Kero.

Ces heures vécues ensemble dans la prison, ces promenades d'un même pas dans la

petite cour où nous tournions en rond, ces conversations interminables dans ma cellule où quelquefois même, avec Dunois, nous organisions un repas intime, — comment les oublier ? Dans notre vie fiévreuse de militants de la Révolution sociale, combien peu nous avons de ces moments de détente, de recueillement, de douceur, où nous nous livrons tout entiers, où nous apprenons à mieux nous connaître, nous apprécier, nous aimer ?

Puis, ce fut le grand procès, l'acquiescement, la libération des « Dix » du complot. Ker et Dunois furent libérés peu après nous. Ker devint rédacteur à l'*Humanité*. Il nous y donna, jusqu'à son dernier jour, une collaboration remarquable en traitant les questions économiques, qu'il savait présenter avec une grande clarté et analyser avec une intelligence très pénétrante.

Pendant l'année 1921, le Parti entra dans une crise grave qui eut son expression la plus nette au Congrès de Marseille. Les éléments réactionnaires, les social-démocrates non repentis que nous avions conservés dans nos rangs après Tours, se ressaisissaient de leur défaite de l'année précédente, se concertaient, prenaient conscience de leur force et passaient à l'offensive. Il s'agissait pour eux de détacher le Parti français de l'Internationale Communiste, puisque celle-ci prétendait imposer à sa section française comme aux autres des obligations révolutionnaires. Une gauche communiste se constitua dans le Parti, trop tard d'ailleurs, trop lentement, et avec trop de tâtonnements, d'hésitation.

Cette incertitude, ce manque de confiance en soi, ces illusions à l'égard des ennemis du communisme caractérisant l'attitude de la gauche dans son ensemble, se reflètent aussi dans l'attitude de Ker à ce moment. C'est lui qui fit voter au Congrès de Marseille la résolution renouvelant au signataire de ces lignes la plus haute marque de confiance qu'un Parti Communiste puisse donner à l'un de ses militants : la charge de membre de la Direction de l'Internationale. Mais en même temps, par une contradiction qui traduit bien le désarroi d'alors dans les esprits, même dans l'esprit des fidèles de l'Internationale, il accepta de collaborer avec les ennemis de l'Internationale au Comité Directeur et il devint Secrétaire international du Parti.

Ce fut notre premier désaccord. Il souffrit de se voir séparé de ses amis les plus proches, qui avaient démissionné de leurs postes. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner qui avait alors tort ou raison. Mais unis comme nous l'avions été, nous pensions que nous devions avoir tort ou raison ensemble. Il avait fait un pas qui l'éloignait de nous, de la gauche du Parti. J'espérai longtemps en un ma-

lentendu. Après avoir suivi de concert la même route à des heures difficiles, comment ne pas résister à l'idée de prendre ensuite des chemins divergents ? J'avais confiance en lui et dans notre amitié. Ses lettres étaient plus qu'amicales, — affectueuses. En février 1922, je l'attendis à Moscou, plein d'espoir.

La nuit où il arriva de Riga, je passai plusieurs heures à arpenter les quais couverts de neige de la gare de Vindava. Le train avait un long retard. Jusqu'à trois heures du matin, je l'attendis dans la nuit glaciale. Nous nous revîmes avec une grande émotion. Comme il était très tard, et que tout dormait à l'hôtel « Luxe », nous partageâmes ma chambre. Notre amitié se retrouva intacte, et nos idées se mirent vite à l'unisson. Il n'y avait eu donc qu'un malentendu !

Le court séjour de Ker à Moscou restera dans ma mémoire comme un des souvenirs les plus chers que je conserverai de lui. Il avait devancé la délégation française, et nous eûmes, avant la session de l'Exécutif élargi, le temps de voir ensemble les beautés de cette ville extraordinaire. Nous avions beaucoup de goûts communs ; il fut vite sous le charme de la Russie ; et comme je connaissais déjà bien les coins et les recoins de Moscou, je le conduisis là où je savais qu'il s'émerveillerait avec moi. Dans nos courses à travers l'immense « village », je l'entraînais dans des dédales de ruelles pour lui montrer, là un bijou de chapelle, ici un clocher fin et délicat, ailleurs un *ossobniak* harmonieux. Je le guidais dans les musées et au théâtre. Il aimait par-dessus tout Rimsky-Korsakov, et, plus jamais je n'entendrai les *Contes du Tsar Saltane* sans me rappeler, avec une précision cruelle, certaine soirée que je passai avec lui. La nuit, nous discutions jusqu'à l'aube autour du samovar, en compagnie de Waletsky, causeur étincelant, et de Treint. Ces nuits de Moscou, aussi restent un beau souvenir, comme nos soirées de prison.

Quand nous fûmes de nouveau séparés, les divergences de vues reparurent. Elles ne devaient plus s'effacer. Était-ce la dissemblance de nos caractères, de nos tempéraments, de nos formations ? Bien que notre désaccord persistât, nous restâmes amis. A la veille du Congrès de Paris, où le conflit interne du Parti devait prendre une acuité exceptionnelle, une tournure de violence extrême, nous avions encore des rapports fraternels. Avec Manouilsky, nous passâmes nos dernières bonnes heures en commun. Mais au Congrès, il fit une intervention qui trancha d'un coup tous les liens qui nous unissaient. A partir de ce moment, nous vîmes en lui un ennemi et le traitâmes comme tel.

Personnellement, je l'attaquai avec toute la force dont j'étais capable. Plus proches nous

avons été, — et plus violente fut notre séparation, plus loin l'un de l'autre nous nous trouvâmes rejetés. Je ne regrette rien, — puisque l'intérêt de la Révolution seul était en jeu. Notre haine politique fut pure, comme pure avait été notre amitié. Rien de mesquin n'entraîna dans nos sentiments, dans nos passions. On peut évoquer aujourd'hui ces luttes si récentes et qui paraissent déjà si reculées dans le passé, on n'y trouvera rien qui diminue moralement les uns ou les autres parmi ceux qui sont restés fidèles à leurs convictions. Lui, Ker, savait de quelle nature était notre conflit. Il avait été trop intimement mêlé à notre travail, à notre vie, pour douter un seul instant de nos intentions, de nos préoccupations, de nos mobiles. C'est la destinée de notre jeune génération de pousser jusqu'à l'extrême la logique révolutionnaire dans nos rapports avec les hommes et avec les idées, de briser tout ce qui fait obstacle à la marche du mouvement. Il n'est pas de liens que nous ne soyons prêts à rompre lorsqu'ils entravent notre travail révolutionnaire. Ainsi, le développement de l'action communiste a séparé bien des amis qui semblaient inséparables, — et il est à prévoir que ces drames intimes se renouvelleront encore souvent, jusqu'à ce que nous ayons formé un parti homogène et cohérent.

Après le Congrès de Paris, qui avait divisé le Parti en deux camps ennemis, l'heure de l'intervention de l'Internationale avait sonné. Nous nous retrouvâmes, Ker et moi, à Mos-

cou, mais cette fois antagonistes. Il fut de ceux auquel le IV<sup>e</sup> Congrès mondial donna tort. Mais c'est alors que, s'élevant au-dessus des mesquineries, il sut se montrer un véritable soldat de la Révolution. Pendant la partie décisive où se joua le sort du mouvement communiste français, il se rangea du côté de l'Internationale, de la discipline, de l'acceptation des décisions souveraines du Congrès mondial. Il subit, sans se sentir humilié, les sanctions politiques décidées par l'Internationale pour redresser le Parti français. Il comprit qu'il n'en serait pas amoindri, au contraire. Il quitta le Secrétariat du Parti, le Comité Directeur, reentra dans le rang et resta rédacteur à l'*Humanité*.

Par son exemple, il contribua ainsi à la plus heureuse solution de cette crise dont le parti sortit purifié et fortifié. Et plus encore que par sa collaboration à notre presse, plus que par les excellentes brochures qu'il nous laisse, c'est par son attitude au lendemain du IV<sup>e</sup> Congrès mondial qu'il a le mieux servi son Parti et l'Internationale. On oubliera ce qui nous a divisés, on n'y pense déjà plus, — pour ne se souvenir que du militant qui contribua à fonder un Parti Communiste en France, qui défendit la Révolution russe, qui rendit de grands services à l'Internationale Communiste que nous plaçons au-dessus de tout.

**Boris SOUVARINE.**

(Moscou, le 28 juillet 1923.)

## L'HOMMAGE DU PARTI

*Nous publions ci-dessous le texte des discours prononcés le 26 juillet à Firminy sur la tombe de notre infortuné ami ANTOINE KER par nos camarades Amédée Dunois, au nom du Comité Directeur du Parti Communiste ; René Reynaud, au nom de la rédaction et de l'administration de l'Humanité, et Le Griel, au nom de la Fédération de la Loire.*

### Discours d'Amédée DUNOIS

Au nom du C.D. du Parti communiste (S.F.I.C.), au nom de la Fédération de la Seine et notamment de sa 2<sup>e</sup> Section, au nom de tous ceux qui l'ont connu, qui l'ont aimé et apprécié et qui pleurent aujourd'hui avec de vraies larmes sa perte irréparable, j'adresse, ici, au bord de cette tombe, prématurément ouverte, un éternel adieu à notre ami Antoine Ker.

La mort, hélas ! n'est pas plus juste que la vie. Elle frappe indifféremment les bons et les jeunes, les courageux et les lâches, les oppresseurs et les opprimés, ceux qui croient être les vainqueurs et ceux qu'on croit les vaincus du grand combat de l'existence... Antoine Ker nous quitte long-

temps avant l'heure, terrassé, foudroyé en pleine activité militante, en pleine sève intellectuelle, en pleine production, par un mal mystérieux et terrible, qu'il n'avait pas senti venir et contre les atteintes duquel il n'était pas prémuni. Et nous, nous qui savions par expérience ce qu'il était, ce qu'il valait, tout ce que le Parti communiste et l'Internationale pouvaient justement attendre de son intelligence étonnamment lucide, de son zèle méthodique, de son dévouement éclairé, nous éprouvons, à nous dire qu'il n'est plus, une tentation d'inutile révolte contre l'aveugle et capricieux destin qui nous l'enlève ; nous voudrions nous élever avec des cris contre cette fatalité impéné-

trable et cruelle qui gouverne la vie humaine et frappe à tort et à travers sans jamais donner ses raisons.

Retracerai-je devant vous la carrière trop brève et pourtant si remplie du militant qui s'en va ? La plupart d'entre vous en savent là-dessus presque autant que moi-même. Quelques-uns d'entre vous l'ont vu naître et grandir, ont assisté à sa formation intellectuelle et morale. Ils l'ont rencontré peut-être faisant à pied, enfant de 14 ans à peine, la route de Firminy à Saint-Etienne, dans le but d'acheter, dans la grande cité ouvrière, les brochures et les journaux révolutionnaires dont s'exaltait déjà son jeune esprit. Il croyait dès alors — c'est une croyance qu'il a conservée jusqu'au bout — à la nécessité pour les ouvriers de s'instruire, de s'évader, par la culture, du morne cercle d'ignorance, de servitude et d'impuissance où les enferme criminellement le capital. C'est dans cette vue qu'il fonde, étant encore sur les bancs de l'école, une petite bibliothèque ouvrière où l'on dévore — lui, le premier — les œuvres du génie humain, de la liberté humaine. Il y acquiert pour sa part les premiers éléments d'une culture qui, sans rien devoir au grec ni au latin, étonnait par sa profondeur, par son sérieux et sa finesse. Tant il est vrai qu'il n'y a de culture véritable que celle qu'on se donne librement à soi-même, quand on est capable de s'en donner une !

Loin de moi la pensée de faire d'Antoine Ker un autodidacte. Il a fréquenté longtemps l'école ; il s'y est montré toujours excellent écolier. A seize ans, il est reçu à l'École normale d'instituteurs de Montbrison. Après un stage fait à l'école pratique de Vierzon, il se rend à Paris pour y suivre, pendant deux ans, les cours de l'École des Hautes Etudes Commerciales. C'est dans cette période que, délibérément, il adhéra au Parti socialiste. Quand il regagne Firminy, ce n'est plus comme élève, mais comme professeur. Les ouvriers socialistes font aussitôt de lui un conseiller municipal. Mais l'Allemagne, dès ce moment, l'attire et, en 1912, le voilà qui s'installe à Munich comme professeur de français dans un institut d'enseignement technique et commercial. Il s'y plaît, il y resterait même, si la santé de sa jeune femme ne l'obligeait bientôt à rentrer en France. Le 2 août 1914 le trouve enseignant à l'École commerciale de Lyon.

Mobilisé, il fait la guerre, toute la guerre dans les tranchées de première ligne, comme soldat d'abord, ensuite comme officier. Il croit, comme tant d'autres, à la guerre du droit, de la justice, de la civilisation. Quand il s'apercevra soudain qu'il s'est trompé, ou plus exactement qu'on l'a trompé, quand il aura compris que la guerre du droit n'est pour tous les belligérants qu'une entreprise scélérate de dévastation et de pillage, n'hésitera pas à proclamer qu'en régime capitaliste, la Défense nationale n'est qu'un odieux mensonge, une sanglante duperie. Il sortira de la guerre tout autre qu'il n'y était entré.

Il peut bien, momentanément, car il faut vivre, entrer comme représentant dans une des plus grandes firmes de la métallurgie stéphanoise. En fait, fixé depuis lors à Paris, il n'a plus de pensées, plus d'enthousiasme, plus d'amour que pour le socialisme, alors en pleine métamorphose, que pour la Révolution prolétarienne, dont il pressent les explosions prochaines. Tout en accomplissant ponctuellement son métier, il participe intimement à l'activité du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale. C'est le temps de sa collaboration à la

*Vie Ouvrière* de Monatte. Il est chargé de la liaison entre les communistes français, le Parti communiste allemand et l'Internationale Communiste qui vient de naître. La police, qui surveille de près ses allées et venues de France en Allemagne et d'Allemagne en France, l'arrête un beau matin. Quand il sort de prison, bénéficiant d'un non-lieu, il prend une décision héroïque et grave : celle de n'être plus désormais qu'un militant communiste. Des industriels, qui l'estiment à sa valeur exacte, l'invitent en vain, à deux reprises, à reprendre son poste. Ker remercie, mais refuse. Il ne veut rien devoir dorénavant qu'à son Parti, à son idée. Le Parti fait de lui son secrétaire pour les relations internationales, — son commissaire, si je puis dire, aux affaires étrangères. Par deux fois, il l'envoie à Moscou. Cette époque de sa vie est trop connue pour qu'il soit nécessaire de l'évoquer longuement.

C'est du collaborateur de l'*Humanité* que je préfère parler. Ah ! le rédacteur qu'il était, nous ne le retrouverons pas de longtemps !... Initié par son passage dans l'industrie à tous les obscurs dessous du régime capitaliste, il avait l'art de faire passer dans ses articles, toujours soigneusement documentés, son érudition nette et précise, dédaigneuse d'ornements et comme uniquement avide de se dissimuler elle-même derrière un parti pris de simplicité limpide, de sobriété parfaite. Ses brochures sont des modèles d'exposition pédagogique où se retrouve le professeur né. La dernière, toute récente et qui fut écrite en trois jours, est franchement inégalable. Que n'eût-il pas fait, s'il lui avait été permis de donner toute sa mesure !

Quand je pense que tant de science et tant de talent sont aujourd'hui perdus pour le Parti communiste, perdus pour le prolétariat, une malédiction monte de mon cœur à mes lèvres. Encore n'ai-je pas tout dit !... Ker n'était pas qu'un militant de l'idée, savant, laborieux, infatigable. Son caractère avait une douceur infinie, une grâce incomparable qui tenait de la grâce féminine. Ses manières étaient l'aménité même. Il avait, notamment, pour les enfants une sorte de vénération touchante, et quand il leur parlait, sa voix prenait une inflexion caressante que ceux qui l'ont entendue ne sauraient oublier.

Et maintenant, ô mon ami, ô mon frère d'armes, mon compagnon aimé, dors ton dernier sommeil dans la terre qu'ont foulée tes premiers pas. Dors en paix, ô mon camarade. Ton souvenir en nous est indestructible. Sans toi, nous continuerons l'âpre bataille de classe jusqu'à cette victoire finale que tes yeux ne verront pas, jusqu'à cette révolution prolétarienne où nous saurons retrouver tout ce que tu y as mis. La mort t'a pris, toi qui méritais de vivre. Mourir, pourtant, n'est rien, quand l'œuvre collective à laquelle il s'était voué, survit à l'ouvrier qui tombe en cours de peine... Un communiste ne meurt jamais tout entier.

Puisse cette certitude vous être consolante, ma chère Madeleine, compagne et collaboratrice du communiste qui n'est plus ! Puisse-t-elle adoucir votre douleur, ma chère Marie, vous qui, à l'*Humanité*, participez à notre travail quotidien. Puissez-vous y trouver, madame, un peu de réconfort et beaucoup de fierté ! C'est le vœu que je forme de toute mon âme affligée, de tout mon cœur fraternel, en m'inclinant une dernière fois, au nom du Parti communiste et de l'Internationale tout entiers, devant la tombe où, délivré de toute joie comme de toute peine, Antoine Ker va goûter l'éternité du repos !

## Discours de René REYNAUD

Mon pauvre Ker,

Jamais nous n'avons, autant qu'aujourd'hui, compris l'inutilité des mots et l'impuissance des phrases.

Comment pourrions-nous, en effet, exprimer l'émotion qui nous étreint tous, à l'idée que tu es là, couché dans un cercueil que quelques pelletées de terre vont recouvrir et que nous ne te reverrons plus !

Une rage impuissante s'empare de nous en songeant qu'un être jeune, plein de vie et de foi, a pu nous être ravi en quelques minutes. Cela est bête, injuste et cruel. Cela est !

Je crois tout d'abord, mon cher Ker, de mon devoir de t'apporter, au seuil de cette tombe, l'hommage de tous tes anciens camarades du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale, de tous ceux qui ont combattu à tes côtés pour la bonne cause, pour une cause dont tu fus un des plus ardents, un des plus intelligents défenseurs. Nous n'oublierons jamais les journées qui précédèrent l'adhésion de notre Parti à la 3<sup>e</sup> Internationale. J'aurais tant de souvenirs intimes à évoquer. Je ne le peux pas aujourd'hui !

Ker, tu as été un de ceux qui, de toute leur volonté, de toutes leurs forces et souvent au delà de leurs forces, ont désiré une société plus juste, mieux équilibrée, une société où le Travail occuperait enfin la place qui lui revient, une société communiste.

Tu t'es donné entièrement à cette grande tâche. Sans hésitation, tu lui as tout sacrifié. Tu as fait profiter ton Parti de ce qu'il y avait de meilleur en toi.

Tu avais conquis chez nous une grande place.

Nous te considérons tous comme un jeune maître. La mort ne t'a pas permis de poursuivre ton œuvre et nous sentons aujourd'hui quel vide nous cause ta disparition.

Nos camarades de l'Humanité m'ont chargé de t'apporter une dernière fois l'hommage de leur affection et l'expression de leur douleur.

Lorsque nous apprîmes à notre journal, à ton journal, la fatale nouvelle, ce fut tout d'abord de la stupeur, puis de l'incrédulité. Nous ne pouvions croire à une chose aussi inattendue, aussi épouvantable. Nous avions encore reçu la veille un article de toi, ton dernier article ! Et puis, quelques heures plus tard, lorsque de nouveaux détails nous parvinrent, ce fut l'effondrement. Nous essayâmes jusqu'au bout de douter. Mais il fallut bien nous incliner. Tu ne reviendras plus reprendre ta place à nos côtés.

La classe ouvrière de cette région, de cette région ou ta probité et ta modestie étaient si hautement et si justement appréciées, a tenu à te rendre un solennel hommage. Tu as eu les émouvantes obsèques prolétariennes qu'un militant tel que toi méritait.

Nous te pleurons, ami Ker, mais aucun de nous ne se laissera abattre par le malheur qui le frappe. Pour nous, tu seras toujours vivant. C'est en nous inspirant de ton exemple que nous nous remettrons demain avec une ardeur accrue à la tâche.

Ker, au nom de tous les camarades de l'Humanité, au nom de tous les camarades de la presse du Parti communiste, je t'adresse, pour la dernière fois, le plus fraternel, le plus douloureux, le plus ému des saluts.

Adieu !

## Discours de LE GRIEL

J'apporte à Ker l'adieu de ses camarades de la Fédération de la Loire. Notre deuil est profond. Nous étions si fiers de lui !

C'est à Firminy, où il revient dormir son dernier sommeil, qu'il commença de militer. Tout de suite, nous l'avions estimé à son exacte valeur. Quand il quitta la région, c'est sans surprise, mais avec émotion, que nous avons assisté au plein développement de ses magnifiques qualités, qui firent de lui un des chefs les plus aimés du Parti.

Nous étions fiers qu'un enfant de notre région, si ardemment révolutionnaire, devint un grand militant pour les qualités mêmes qui font généralement défaut aux enthousiastes trop peu ordonnés que nous sommes par ici.

En Ker, la flamme était vive, mais nous nous émerveillions qu'il valût surtout par le réfléchi, l'exact et le raisonné.

Avec quelle joie nous attendions ses passages dans la Loire pour entendre sa belle documentation, abondante, variée, précise, toujours actuelle, qui témoignait d'un labeur incessant, de l'incessante préoccupation de contrôler et de sou-

tenir ses enthousiasmes par l'étude attentive et constante des faits sociaux.

Pour moi qui l'avais connu dès l'adolescence, qui me souviens, avec quelle amère émotion en ces instants, de nos causeries à la caserne quand nous avions l'un et l'autre vingt ans, je connaissais bien les mérites de ce grand et sérieux esprit.

Toute sa trop courte vie aura été un effort de probité intellectuelle et de bonne foi morale.

Il y a quelques semaines, sur cette place Jean-Jaurès, cœur de notre cité stéphanoise, nous évoquions ensemble la douloureuse défaillance d'anciens camarades de notre Fédération. Il me disait, sans amertume : « Ils ont agi par ignorance. Ils n'ont pas compris le sens du mouvement international actuel. Ils n'ont pas assez travaillé ».

Le mot est juste. Un vrai communiste doit être aujourd'hui aussi documenté qu'entrepreneur. C'est parce qu'il fut tout à la fois un militant ardent et un militant savant que Ker fut un vrai chef.

Honorons-le en nous souvenant de son exemple !

Que sa famille soit assurée de notre fraternelle et douloureuse sympathie !

## SOIXANTE - QUINZE ANS APRÈS

## Un Maître-Article de Karl MARX

Moscou, 29 juin 1923.

Il y a 75 ans, le prolétariat parisien payait de son sang, au cours des désastreuses journées de juin, ses généreuses illusions démocratiques de février. Les feux de salve des troupes de Cavaignac lui enseignaient cruellement la valeur des grands principes humanitaires et de la métaphysique égalitaire de la bourgeoisie. On ne rappellera jamais assez aux ouvriers de nos jours les défaites ouvrières de jadis et de naguère, pour que les mêmes fautes ne soient pas répétées dans les luttes de demain. Les ouvriers français, surtout, si enclins aux illusions, si facilement égarés par l'influence des rhéteurs, des bavards, des charlatans et des cabotins, ont besoin de méditer sérieusement les leçons des batailles perdues. C'est pourquoi nous reproduisons ici, en souvenir des journées de juin, un article de Marx publié au lendemain des événements tragiques, le 29 juin 1848, dans la Nouvelle Gazette Rhénane, de Cologne. On aura peine à croire qu'un commentaire aussi lucide de la situation ait pu être écrit si vite. Soixante-quinze ans après, jour pour jour, il n'y a pas un mot à y changer. On en admirera non seulement l'intelligence pénétrante, mais aussi la forme vigoureuse, enflammée, vengeresse. Il a été traduit, probablement par Laura Lafargue, et reproduit dans l'Egalité de Guesde du 4 août 1880, mais avec une erreur de date : l'article était daté du 28 juillet au lieu du 29 juin, ce qui n'est pas sans importance et qu'il fallait rectifier. C'est ce que nous faisons, grâce à l'obligeance du camarade D. Riazanov, directeur de l'Institut Marx et Engels de Moscou, qui a mis à notre disposition tous les matériaux nécessaires. — B. S.

Les ouvriers de Paris sont écrasés par la force, mais ils ne sont pas vaincus. Ils sont battus, mais les vaincus sont leurs adversaires. Le triomphe momentané de la force brutale a été acheté par l'anéantissement de toutes les illusions de la Révolution de février, par la dissolution du vieux parti républicain, par la scission de la nation française en deux nations, la nation possédante et la nation des travailleurs. La République tricolore ne porte plus qu'une seule couleur, la couleur des battus, la couleur du sang. Elle est devenue la République Rouge.

Du côté du peuple, pas une notoriété républicaine ; pas un homme du *National* ou de la *Réforme* ! Sans autres chefs, sans autres moyens de lutte que la simple insurrection, le peuple a opposé à l'armée et à la bourgeoisie réunies une résistance plus longue que jamais monarchie avec tout son appareil militaire n'a opposée à une fraction de la bourgeoisie en révolte.

Pour que la dernière illusion populaire disparût, pour que la rupture avec le passé fût complète, il fallait que l'élément poétique traditionnel de toute insurrection parisienne, les élèves de l'École Polytechnique, les célèbres tricomes, se missent du côté des oppresseurs. Il fallait que les étudiants de la Faculté de Médecine refusassent aux plébéiens blessés l'aide de la science. La science n'existe pas pour le plébéien qui vient de commettre l'énorme, l'indicible crime de se battre pour sa propre existence au lieu de se battre pour Louis-Philippe ou Marrast.

Le dernier résidu officiel qui rappelait encore la Révolution de février, la Commission Exécutive, en face de ces événements épouvantables, s'est dissoute comme un nuage. Les feux d'artifice oratoires de Lamartine sont remplacés par les fusées incendiaires de Cavaignac.

La Fraternité, cette fraternité des classes antagonistes dont l'une exploite l'autre, cette fraternité proclamée en février, écrite en grosses lettres sur le front de Paris, sur toutes les prisons, sur toutes les casernes, cette fraternité, son expression vraie, sincère, prosaïque, c'est la guerre civile, la guerre civile dans sa forme la plus terrible, la guerre entre le travail et le capital. C'était bien cette fraternité qui flamboyait à toutes les croisées de Paris, lorsque le Paris de la bourgeoisie illuminait tandis que le Paris du prolétariat brûlait, saignait, râlait, aux prises avec la mort.

La fraternité dura juste le temps pendant lequel les intérêts de la bourgeoisie fraternisaient avec ceux du prolétariat. Des pédants de la vieille tradition de 1793, des faiseurs de systèmes socialistes qui mendiaient pour le peuple auprès de la bourgeoisie, que l'on autorisa à prôner filandreusement et à se compromettre tant qu'il fallait endormir le lion prolétarien ; des républicains qui voulaient tout l'ancien ordre bourgeois, moins sa tête couronnée ; des hommes de l'ancienne opposition dynastique que le hasard désappointait en substituant la ruine d'une dynastie à un changement de ministère ; des légitimistes qui ne voulaient pas déposer leur livrée, mais seulement en changer la coupe ; voilà les alliés avec qui le peuple fit son février. Ce qu'il haïssait instinctivement en Louis-Philippe, ce n'était pas l'individu, c'était la domination couronnée d'une classe, c'était le capital sur le trône. Généreux, comme toujours, il crut avoir vaincu son ennemi à lui, quand il n'avait renversé que l'ennemi de ses ennemis, l'ennemi commun.

Février, c'était la Révolution belle, la Révolution acclamée par la sympathie universelle ; parce que les antagonismes qui, alors, avaient éclaté contre la royauté, n'étaient pas encore différenciés ; parce que la lutte sociale, qui servait de fond à leur union, n'avait encore atteint qu'une consistance vaporeuse, celle de la parole, de la phrase. Juin, c'est la Révolution laide,



la révolution repoussante, parce que maintenant la réalité a pris la place de la phrase, parce que la république, en arrachant la couronne protectrice, a mis à nu la tête du monstre jusque-là cachée.

*Ordre* fut le cri de bataille de Guizot ; *ordre*, cria le guizotin Sébastiani, quand Varsovie devint russe ; *ordre*, s'écria Cavaignac, écho brutal de l'Assemblée nationale et de la bourgeoisie républicaine ; *ordre*, tonnait sa mitraille quand elle trouait le corps du prolétariat.

Aucune des révolutions de la bourgeoisie française depuis 1789 n'avait été des attentats contre l'*ordre*. Toutes laissèrent subsister la domination de classe, l'esclavage des ouvriers ; toutes maintinrent l'*ordre bourgeois*, bien qu'elles changeassent la forme politique de cette domination et de cet esclavage. Juin a attenté à cet *ordre*. Que Juin soit maudit !

Du temps du *gouvernement provisoire*, il était bien séant, *nécessaire* même, autant par politique que par exaltation, d'assurer aux ouvriers qui avaient mis *trois mois de misère à la disposition de la République*, que Février avait été fait *dans l'intérêt spécial* des ouvriers. Depuis l'ouverture de l'Assemblée Constituante, on est retourné de la poésie à la prose. Il ne s'agissait plus, disait le ministre Trélat, que de « *ramener le travail à ses anciennes conditions* ». C'était dire que les ouvriers ne s'étaient battus en février que pour se trouver jetés dans une crise industrielle.

La mission de l'Assemblée Constituante était d'effacer de Février tout ce qui concernait les ouvriers et de les rejeter dans leurs anciennes conditions. Mais la tâche était trop lourde : il n'y a pas d'assemblée, il n'y a pas de roi, qui puisse crier à une crise industrielle universelle : « Halte-là ! » L'Assemblée, dans son empressement brutal d'en finir avec les phrases de Février, ne prit même pas les mesures que réclamait son propre intérêt. Elle força les ouvriers, de dix-sept à vingt-cinq ans, de s'incorporer dans l'armée, sous peine d'être jetés sur le pavé ; les ouvriers nés en province furent expulsés de Paris et envoyés en Sologne, sans même recevoir les frais de voyage nécessaires ; aux Parisiens au-dessus de vingt-cinq ans, elle promit une aumône provisoire au moyen d'ateliers organisés militairement et sous la condition qu'ils n'assistent à aucune réunion publique, c'est-à-dire qu'ils cessent d'être républicains. Mais si, après Février, la rhétorique sentimentale avait été impuissante, après le 15 mai, la législation brutale l'était aussi. Canailles, pour qui avez-vous fait février, pour *nous* ou pour *vous* ? A la question ainsi posée par la bourgeoisie, juin ne pouvait répondre que par la barricade et la mitraille.

Et pourtant, comme l'avoua, le 25 juin, un représentant du peuple, l'Assemblée tout entière est frappée de stupeur. Oui, frappée de stupeur quand la question et la réponse noient dans le sang les pavés de Paris ; frappés de stupeur, les uns parce que leurs illusions s'évanouissent dans la fumée de la bataille, les autres parce qu'il leur paraît inconcevable que le peuple puisse oser se battre *tout seul* pour ses intérêts les plus chers : *L'or russe, l'argent anglais, l'aigle bonapartiste, les fleurs de lys*, des sorcelleries de toutes sortes peuvent seuls expliquer cet événement impossible. Mais toutes les fractions de la Chambre, comprenant qu'elles sont séparées du peuple par un abîme infranchissable, aucune n'ose se lever en faveur du peuple.

La stupeur une fois passée, la frénésie éclate ; et c'est avec raison que la majorité hue les misérables utopistes et hypocrites qui commettent l'anachronisme de se servir encore du mot de fraternité. De quoi s'agit-il donc, si ce n'est de déchirer cette phrase avec toutes les illusions qu'elle cache en elle ? Larochejaquelein, le Don Quichotte légitimiste, tonne contre l'infâme délire qui, crie : *malheur aux vaincus !* Et la majorité, furieuse, de se démener comme si l'Assemblée était une chambre de fous. Elle crie *malheur aux vaincus !* pour cacher que *le seul vaincu*, c'est elle. En effet, c'est elle ou la République qui doit périr, et voilà pourquoi elle s'étourdit en beuglant à tue-tête : Vive la République !

Le profond abîme qui vient de s'ouvrir devant nous, nous fera-t-il douter de nos principes, nous fera-t-il croire que les luttes pour la forme politique sont illusoires, nulles, sans but réel ?

Il n'y a que des esprits faibles et lâches qui puissent même formuler cette question. Les collisions qui naissent des conditions même de la société bourgeoise doivent se vider à fond ; il n'y a pas moyen de les écarter par des phrases ou des fantaisies. La meilleure forme politique est celle où les antagonismes sociaux ne seront ni masqués, ni comprimés violemment, mais où ils pourront se développer, se débattre, se combattre librement et où ils trouveront par la lutte leur solution.

On nous demandera si nous n'avons pas une larme, pas un soupir, pas une parole pour les victimes de la fureur populaire, pour la garde nationale, la mobile, les gardes républicains, la ligne.

L'Etat secourra leurs veuves et leurs orphelins, les décrets les glorifieront, des convois pompeux conduiront leurs cadavres au tombeau, la presse officielle les déclarera immortels, la réaction européenne tout entière, de l'Est à l'Ouest, déposera ses hommages sur leur tombe. Mais les plébéiens torturés par la faim, calomniés par la presse, abandonnés par les médecins, traités de voleurs, d'incendiaires, de galériens par les « honnêtes gens », leurs femmes et leurs enfants refoulés dans une misère plus grande que jamais, leurs survivants (et les meilleurs) déportés, cendre de lauriers leur front menaçant, voilà notre privilège, voilà notre droit à nous.

Karl MARX.

Cologne, 29 juin 1848.

G. ZINOVIEV

**N. LENINE**

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.



# Nouveaux Problèmes

## Centralisme et Décentralisation

La question du centralisme et de la décentralisation n'est pas nouvelle dans l'Internationale. A l'aurore du mouvement ouvrier, lors de la pose des premières pierres d'une organisation internationale des ouvriers, la question de la structure de l'Internationale fut la source d'une controverse entre Marx et Bakounine, controverse qui, on le sait, se termina à l'avantage de Marx. La 1<sup>re</sup> Internationale fut organisée sur des bases centralistes. Mais ce centralisme était par trop rudimentaire, comme l'était elle-même l'organisation de l'Internationale à cette époque.

La 1<sup>re</sup> Internationale était, en quelque sorte, une organisation de « Révolutionnaires professionnels », elle n'embrassait que des groupes infimes d'ouvriers révolutionnaires de différents pays. Réaliser un centralisme rigoureux dans cette organisation qui était jusqu'à un certain point un cercle fermé était relativement facile. En outre, le développement du mouvement ouvrier exigeant de ses initiateurs et dirigeants le maximum de coordination dans leurs efforts, imposait nécessairement la centralisation de l'organisation. Aussi l'opposition latino-slave de Bakounine aux visées centralistes et « dictatoriales » de Marx était-elle la révolte petite-bourgeoise individualiste de leaders influencés par la structure économique intérieure des pays slaves et latins et par la mentalité individualiste des petits artisans qui commençaient à venir à la révolution.

La II<sup>e</sup> Internationale, dans ses bases organiques, était l'« antithèse » directe de la première. C'était une *fédération* de partis indépendants les uns des autres, liés périodiquement tous les deux ou trois ans par des congrès internationaux. Et, plus les partis de la II<sup>e</sup> Internationale prenaient d'extension, remportaient de victoires aux élections, acquéraient d'entreprises de toutes sortes, et plus l'influence du fédéralisme se faisait sentir dans leurs rapports organiques avec le Bureau International de Bruxelles. A la veille de la guerre européenne, chacun des partis de la II<sup>e</sup> internationale vivait de sa vie propre. Le Bureau International s'était transformé en une boîte aux lettres. La II<sup>e</sup> Internationale n'exerçait aucun contrôle sur la politique et la vie de ses sections. De même que la fameuse souveraineté du peuple aux élections la liaison internationale n'était réalisée que tous les deux ou trois ans.

Les congrès internationaux eux-mêmes revêtaient un caractère pompeux de tournois dans lesquels les chefs des différents partis rivalisaient d'éloquence dans la description des succès remportés sur l'arène électorale.

La critique des fautes d'une section nationale quelconque était considérée comme un manque de tact sans pareil, car c'était là une « immixtion » dans les affaires intérieures d'autrui. Et lorsque éclata la guerre européenne, les partis n'étant liés par aucune

cohésion organique, décidèrent de leur attitude envers la guerre chacun à sa manière, en se guidant uniquement sur des considérations nationales. Kautsky a excellemment qualifié cette Internationale « Friedensinstrument », c'est-à-dire une Internationale de temps de paix. L'exemple frappant de la guerre européenne et l'attitude de la II<sup>e</sup> internationale dévoilèrent toute la fausseté du fédéralisme en matière d'organisation.

Mais ce fédéralisme n'était pas seulement à la base des rapports de l'Internationale avec ses sections, il déterminait la structure intérieure des partis. Le parti n'était pas un appareil centralisé, avec une discipline de fer, où tout était subordonné à un centre directeur unique, c'était, en quelque sorte, une fédération d'organisations locales vivant sans tenir compte des directives du parti. Cette construction fédéraliste n'était pas seulement la caractéristique des partis englobant plusieurs nationalités comme le parti autrichien, mais aussi celle des partis n'embrassant qu'une seule nationalité. Comme exemple particulièrement frappant, on peut prendre le parti français. Durant de longues années, il ne fut qu'une grande machine électorale ; le souci électoral dominant sa vie, chacune des organisations gardait jalousement son indépendance. C'était un parti de « chefs » locaux pour lesquels le parti n'était qu'un instrument électoral. Le principe de la centralisation, qui portait un coup mortel à l'indépendance des organisations locales, menaçait en premier lieu la politique irresponsable de ces chefs, qui firent alors une opposition acharnée au « centralisme ». En outre, les différentes parties de l'appareil du parti s'étaient constituées une « indépendance » entière. Ainsi, la fraction parlementaire du parti socialiste constituait presque un second centre parallèle au Comité central. Outre que la majorité des leaders parlementaires étaient en même temps membres du Comité central — ce qui déterminait dans une mesure considérable la politique du parti — la fraction parlementaire jouissait de prérogatives réduisant à néant tout contrôle du parti.

Evidemment, ce type d'organisation basé sur les principes « démocratiques » correspondait parfaitement à l'état d'esprit des anciens partis qui, durant une série d'années, s'étaient adaptés aux conditions de l'époque pacifique et stable du capitalisme. Seul, un parti révolutionnaire, un parti d'action de la classe ouvrière exigeant une direction centralisée pouvait se décider à le détruire. Et lorsque l'Internationale communiste aborda directement, en été et en automne 1922, la question du parti français, elle se heurta d'abord dans ce parti aux traditions de la social-démocratie en matière d'organisation.

La lutte qui s'engagea dans le parti français et dura environ un an, eut pour cause la refonte orga-

nique entreprise par P.I.C. L'ancien Comité directeur du P.C.F., composé de journalistes, de parlementaires, de conseillers municipaux, ne pouvait arriver à comprendre de quel droit l'Exécutif de P.I.C. excluait des membres du parti français pour indiscipline.

Il est difficile, par exemple, de comprendre au premier abord l'importance démesurée que revêtit l'affaire du directeur du *Journal du Peuple*, Fabre. Pourtant la discussion, qui avait commencé, semblait-il, par une question minime d'organisation, acquit dans la suite les proportions d'un grand débat politique qui obligea l'Internationale à reviser toute la politique du parti français. Cet exemple montre que l'opportuniste en matière d'organisation recouvre fréquemment un opportunisme politique difficile à saisir de prime abord. Et si la discussion de l'opportuniste d'organisation revêt parfois une si grande importance dans nos rapports avec certaines sections de P.I.C., c'est parce que cette question représente le terrain où les anciennes traditions social-démocrates peuvent le plus commodément accepter la bataille avec la critique implacable de P.I.C. C'est derrière les principes « démocratiques » que les opportunistes peuvent le plus facilement se retrancher. Et l'on proteste contre P.I.C., soi-disant non contre sa ligne politique parfaitement juste, mais contre des détails d'organisation sans importance politique. On considère comme trop pointilleuse, trop mesquine, la tutelle que P.I.C. exerce sur ses sections. Ou l'on lit les nombreux écrits des dissidents français, et l'on verra que le principal objet de leur critique est la « dictature de Moscou ». C'est sur cette question que Frossard a rompu avec son parti. Pareil à tous les opportunistes, lui aussi, dans les questions de politique générale, était d'accord avec P.I.C. Et s'il s'est décidé à rompre, ce n'est pas pour une dizaine de francs-maçons, mais parce que l'Exécutif de P.I.C. avait rendu intolérable la dictature centraliste de Moscou.

*O, sancta simplicitas!* Et il se trouve encore des naïfs pour croire au démocratisme des principes d'organisation du parti de M. Frossard!

Si l'on considère maintenant une autre organisation latine, le parti socialiste italien, le tableau est le même. Des opportunistes avérés comme Vella, Nenni, etc., font échouer la fusion du parti socialiste avec le parti communiste uniquement parce que P.I.C. ne veut pas accorder une certaine « autonomie » à la section italienne. En réalité, ces gens savent parfaitement que la fusion signifie la refonte organique du parti sur des bases qui ne permettront plus aux leaders parlementaires de jouer aux roitelets dans leur circonscription électorale; ils savent que l'Exécutif de P.I.C. veut brûler au fer rouge les principes de l'arbitraire monarchique qui permettent aux chefs provinciaux de réaliser leur *dictature personnelle* sans contrôle aucun du parti.

Ces deux exemples, tirés de la vie des partis socialistes français et italien, suffisent amplement à faire comprendre la nature véritable de la campagne entreprise actuellement par certains camarades scandinaves en faveur de la décentralisation. Ceux qui ont tant soit peu étudié l'histoire du parti russe savent que le premier débat qui a divisé la social-démocratie russe en bolcheviks et mencheviks a eu sa source précisément dans la question d'organisation.

A notre 2<sup>e</sup> Congrès, les mencheviks se firent les partisans ardents du « démocratisme » et s'élevèrent avec violence contre les méthodes centralistes préconisées par Lénine. Depuis lors, vingt années de lutte révolutionnaire ont montré qui, de nous ou des mencheviks, avait raison. Si le parti communiste russe est devenu une des sections dirigeantes de l'Internationale, c'est uniquement parce qu'il a été construit sur la base du centralisme démocratique, qui lui a permis d'élever une série de générations de militants dans le respect de la discipline du parti et le dévouement aux ordres de ce dernier. Les 25 années d'expérience du P.C.R. et les 4 années d'expérience de P.I.C. montrent que sans centralisme dans l'organisation, il est impossible de poser la question de la prise du pouvoir par le prolétariat. En soulevant des discussions depuis longtemps tranchées par la pratique du mouvement ouvrier international, nos camarades scandinaves commettent une grande faute politique, car ils galvanisent le cadavre de l'opportuniste.

Il suffit d'examiner les revendications décentralisatrices de nos camarades norvégiens pour comprendre la gravité de leur faute. Ils protestent contre le droit de P.I.C. d'exclure elle-même des membres des sections nationales; ils demandent que les congrès nationaux se tiennent avant le congrès mondial, et enfin que l'Exécutif de P.I.C. ne soit pas élu au congrès international, mais composé des représentants délégués par les partis.

D'où viennent toutes ces revendications archi-démocratiques? Elles sont précisément le programme arboré en France par le groupe de Frossard à la veille du IV<sup>e</sup> Congrès mondial. Certes, l'Exécutif élargi ne pouvait que condamner impitoyablement ce programme. Pas une voix, sauf celle de la majorité scandinave, ne s'est élevée pour le soutenir.

Mais le fait que ces revendications ont été élaborées est, par lui-même, extrêmement symptomatique. Les pays scandinaves ont toujours été quelque peu à l'écart de la grand-route du mouvement ouvrier international. Ils ne se sentaient pas si fortement liés au mouvement révolutionnaire européen que l'Allemagne, l'Angleterre, etc... L'attitude des partis scandinaves à l'égard de P.I.C. a toujours été marquée d'une sorte de provincialisme. Aussi n'est-il pas étonnant que, dans ces partis, surgisse la question du centralisme déjà résolue pour les autres sections de l'Internationale. De même que naguère, au congrès de Zurich, le pasteur hollandais Domela Nieuwenhuis, reflétant l'état d'esprit de la population hollandaise ignorante de la guerre, fit un prône fantastique en faveur de l'antimilitarisme humanitaire, de même en Scandinavie, pays faiblement lié au mouvement européen, des camarades arborent des revendications d'un caractère trop local. Aussi, leur défaite à l'Exécutif élargi n'est-elle qu'un épisode de l'entrée progressive dans la voie générale du mouvement de ceux des partis de P.I.C. qui ne sont pas encore complètement affranchis de l'influence du nationalisme de clocher. On peut dire avec certitude que le débat sur cette question n'a pas été inutile, car il contribuera dans une large mesure au redressement de la ligne de notre parti frère norvégien.

D. MANOUILSKY.

# Marx et le Parti Communiste Russe

Lorsqu'en mars 1870, un groupe de révolutionnaires russes de Genève proposa à Marx de les représenter au Conseil général de la 1<sup>re</sup> Internationale, celui-ci écrivit à Engels : « Curieuse situation. C'est à moi de faire fonction de représentant de la jeune Russie. L'homme ne sait jamais ce qui peut lui arriver dans la vie et dans quelle étrange compagnie il peut lui advenir de se trouver ». Et dans une de ses lettres suivantes, il signe, par plaisanterie : « *K. Marx, secrétaire pour la Russie* ».

Et, en effet, il serait difficile de se représenter une chose plus curieuse. La Russie, qui sortait à peine de l'esclavage féodal, la Russie, où, en ce temps-là, on ne pouvait, même à la loupe, découvrir nulle trace d'un mouvement ouvrier organisé, cette Russie, donc, allait être représentée dès lors au sein de l'Internationale au même titre que l'Allemagne, pays à mouvement ouvrier développé, ayant déjà formé des hommes comme Weilling et Bebel, par le créateur même du socialisme scientifique, par l'organisateur du mouvement ouvrier international, par Karl Marx.

L'ennemi juré de la Russie officielle, l'homme qui, en 1848, déjà, estimait qu'une des tâches instantes de la Révolution européenne était de faire une guerre à mort au pays gendarme de l'Europe, oppresseur de la Hongrie et de la Pologne, devenait ainsi le représentant, au Conseil général de l'Internationale, de la Russie révolutionnaire, qui jusqu'alors n'y était point représentée.

Deux ans après (1872), parut en Russie, avant que de paraître en tout autre pays, la traduction du premier volume du *Capital*. Treize ans après (1883), dans cette même Genève, un petit groupe de révolutionnaires russes, ayant à leur tête Plekhanov, déployait le drapeau du marxisme révolutionnaire. Vingt années encore s'écoulèrent, et le prolétariat russe devint l'avant-garde du mouvement ouvrier international. Il mit à l'ordre du jour la question de la conquête du pouvoir politique et, quinze ans après, profitait des circonstances favorables pour s'ériger, la première fois dans l'histoire universelle, en classe dominante et instaurer la dictature du prolétariat.

Personnifié par le Parti bolchevik, le mouvement révolutionnaire russe, qui, en 1870, eut Marx comme représentant au Conseil général de la 1<sup>re</sup> Internationale, est devenu maintenant, comme parti dirigeant de la nouvelle Internationale Communiste, l'axe même de celle-ci. Le Benjamin de la vieille Internationale a montré d'excellentes qualités d'assimilation, et s'il s'est quelquefois trompé dans sa direction révolutionnaire, par contre, aucun de ses frères aînés n'assimila aussi bien l'essence révolutionnaire de la doctrine de Marx que le prolétariat russe et son avant-garde : le Parti communiste.

C'est là qu'il faut chercher une des principales causes du développement prodigieusement rapide du mouvement ouvrier russe. Le marxisme ne

s'y assimilait pas comme une théorie « pure », mais comme activité théorique. La compréhension théorique de la vie sociale n'était qu'un moyen de servir à sa modification révolutionnaire, et chaque nouvelle expérience devenait ainsi comme une nouvelle source où l'on allait puiser l'explication théorique de la réalité.

Les questions essentielles qui préoccupaient Marx et qu'il soumettait à l'analyse théorique, c'était justement ces problèmes pratiques de l'activité révolutionnaire. De quelle façon le prolétariat, qui seul peut mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, pourra-t-il s'organiser en classe dominante ? De quelle façon réussira-t-il à libérer du joug spirituel et matériel des gros propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie les classes qui n'ont pas encore abandonné leurs illusions sur la propriété privée, les paysans en premier lieu, et comment les entraînera-t-il derrière son char triomphal ? Ces deux questions essentielles de la stratégie révolutionnaire furent posées pour la première fois par Marx dès avant la révolution de 1848 et sur la base de l'expérience de celle-ci furent résolues à nouveau par lui. Et ces mêmes questions constituent le thème principal de nos interminables discussions d'aujourd'hui.

Toute l'activité pratique, tout le travail critique du Parti communiste russe, à l'expérience duquel vient puiser le prolétariat universel, consiste à trouver une réponse à ces questions.

## II

Kautsky a raison sur un point. Le « mot » dictature ne se rencontre pas dans les premières œuvres de Marx. Il ne se trouve même pas dans le *Manifeste communiste*. Mais le contenu que nous mettons dans l'expression : « *Dictature du prolétariat* » se trouve déjà dans toutes les œuvres écrites par Marx de 1846 à 1848. Le but déclaré de la *Ligue des Communistes* est d'établir la *domination du prolétariat*. Dans le *Manifeste communiste*, nous avons tous les éléments d'une « dictature du prolétariat » réalisée et maintenue pendant toute la période transitoire jusqu'à l'instauration complète du communisme. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat, l'élévation du prolétariat en classe dominante, le caractère de classe de chaque Etat, y compris l'Etat prolétarien, la définition de l'Etat en tant qu'organisme au service de la classe dominante, hier bourgeoise, aujourd'hui ouvrière, qui profite de sa domination politique pour changer radicalement toutes les conditions de la production, — toutes ces définitions-là se trouvent déjà dans le *Manifeste communiste*.

Il a fallu l'expérience de la Révolution de 1848, celle des journées de Juin en France, celle des journées de Novembre en Allemagne ; il a fallu, en un mot, l'expérience de la *dictature de la bour-*

geoisie et des junkers, qui trouvaient un appui non seulement dans les milieux petits-bourgeois et paysans, non seulement dans la collaboration des petits partis démocratiques, mais aussi dans l'esprit doctrinaire des différents socialistes pour que Marx employât ce nouveau « mot », soulignant nettement l'intransigeance du communisme révolutionnaire et la nécessité d'opposer dans la lutte des classes la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie. Tout arrêt de la révolution signifiait accord, collaboration avec la bourgeoisie. De là le mot d'ordre de la *Révolution en permanence* que, dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*, Marx opposait à tous les conciliateurs, afin d'assurer la permanence de la révolution, sa transformation en révolution sociale, la dictature de la classe la plus révolutionnaire, du prolétariat, était nécessaire.

Cette idée essentielle a été pour la première fois formulée de cette façon par Marx dans les articles qu'Engels a réunis en volume sous le titre : « *La lutte des classes en France* », et qu'il a flanqués d'une préface « adoucissante ».

« Cette utopie, ce socialisme doctrinaire subordonne tout le mouvement historique à un fait détaché, remplace tout le processus de la vie sociale, créatrice de l'histoire, par les idées d'un pédant quelconque, mais surtout il l'écarte, dans sa fantaisie, la lutte révolutionnaire des classes avec toutes ses manifestations, par des expédients mesquins ou d'une grosse sentimentalité. »

A quelques modifications près, cette caractéristique s'applique entièrement à la socialdémocratie actuelle. « Le prolétariat, au contraire, se groupe de plus en plus autour du *socialisme révolutionnaire*, autour du *communisme*, que la bourgeoisie elle-même a baptisé du nom de Blanqui. Ce socialisme n'est autre chose qu'une révolution permanente, que la dictature de classe du prolétariat, qu'un échelon inévitable pour aller vers la disparition de toutes les différences de classes, vers la disparition de tous les rapports économiques engendrés par ces différences, vers la disparition de tous les rapports sociaux correspondant à ces rapports économiques, vers le bouleversement de toutes les idées découlant de ces rapports sociaux. »

Il est caractéristique que Marx se faisait un « mérite » non pas d'avoir découvert la lutte de classe — il n'a fait que lier cette lutte et l'existence même des classes aux conditions historiques précises du développement de la production — mais bien d'avoir établi que la lutte des classes aboutit nécessairement à la dictature du prolétariat, cette dictature ne constituant qu'une période transitoire conduisant à la disparition des classes et à la constitution d'une société sans classes. Mais cette formule se rapporte déjà à l'année 1852 et ne fait que confirmer que le « mot » dictature se trouve sous la plume de Marx seulement après 1848. Mais qu'il ait continué à voir dans l'expression « dictature du prolétariat » non simplement un « mot » ou une phrase, mais la base même de sa théorie révolutionnaire, c'est ce que démontre le mieux sa *Critique du pro-*

*gramme de Gotha*, écrite en 1875. « Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat*. »

### III

Dans le même ordre d'idées, Marx, sur la base de l'expérience de la révolution de Février, reexamine également la question du maintien de la vieille machine de l'Etat. Analysant les causes qui ont aidé Louis Bonaparte à s'emparer du pouvoir, il s'arrête, entre autres, à deux facteurs. Napoléon III pouvait utiliser la machine gouvernementale que la révolution de Février avait laissée intacte, car depuis la grande Révolution française, les différents coups d'Etat, loin de la briser, l'avaient au contraire perfectionnée. En second lieu, il a réussi à s'assurer le concours des paysans, très mécontents de la politique fiscale de la révolution de Février.

Peut-on briser cette machine gouvernementale sans se priver des avantages que donne un organisme centralisé ? Dans un pays agricole tel que la France d'alors, la destruction de cet appareil gouvernemental pouvait aboutir à la rupture de tous les liens grâce auxquels le pouvoir central tirait profit pour ses propres buts économiques et militaires de la désunion régnant parmi les paysans. Ceux-ci, en effet, dans la société moderne, constituent une classe mais ne s'en rendent pas compte et, par conséquent, sont incapables eux-mêmes et en leur propre nom de défendre leurs intérêts de classe. Les paysans « ne sont pas en mesure de se représenter eux-mêmes, il faut que d'autres les représentent. Leur représentant doit être en même temps leur maître. Il doit être pour eux une autorité investie du pouvoir gouvernemental absolu qui les défende contre d'autres classes et fasse pour eux la pluie et le beau temps ».

Et Marx, qui en ce temps-là déjà était convaincu de la nécessité d'une centralisation rigoureuse, de conclure ici :

« La destruction de la machine gouvernementale ne fait courir aucun danger à la centralisation. La bureaucratie n'est qu'une centralisation grossière et inférieure, entravée encore par son contraire, le féodalisme. Ayant été déçu en la restauration de Napoléon, le paysan français perdra aussi la foi en son lopin de terre ; l'édifice gouvernemental bâti sur la possession des terres par les paysans s'écroulera, lui aussi, et la révolution prolétarienne formera un chœur à défaut duquel son solo dans les pays agricoles se transformera vite en chant du cygne. »

Ce passage splendide — d'où il ressort nettement que Marx résolvait la question essentielle concernant le maintien ou la destruction de la machine gouvernementale pour autant qu'elle se rattache à la question des moyens d'assurer à la révolution prolétarienne « l'hégémonie » sur la classe paysanne — ce passage a été omis dans

la seconde édition du 18 Brumaire. D'une façon générale, y ont été omis nombre de détails ayant pour ainsi dire un caractère exclusivement français, de même que tout ce qu'il y avait de trop suranné, de compréhensible seulement pour les contemporains. Ainsi, le passage que nous avons cité a été remplacé par une considération plus générale : « La centralisation gouvernementale ne peut s'édifier que sur les ruines de l'organisme bureaucratique militaire forgé dans la lutte contre le féodalisme ». (1)

La Commune permit à Marx de faire un nouveau pas en avant. Elle l'obligea à modifier ses vues sur le rôle que la grande Révolution française joue dans la création de la centralisation politique. L'expérience de la Commune de Paris rappelle celle de la vieille Commune révolutionnaire d'après le 10 août 1792, avec ses sections et comités de sections ressemblant beaucoup à nos soviets de villes et de quartiers. Il apparut que la dictature de Paris sur la France en 1792-1793 était basée non sur la centralisation politique rigoureuse des Jacobins, mais sur l'auto-administration des communes révolutionnaires. L'autorité centrale s'appuyait sur les autorités locales. Dans de telles conjonctures, la destruction complète de la vieille machine bureaucratique, encore rouillée par l'héritage du féodalisme, devenait une condition préalable de la dictature du prolétariat.

Par suite d'un concours de circonstances défavorables, la Commune fut coupée du reste de la France et ne put rompre le blocus organisé par Thiers et Bismarck. Elle resta également sans secours du dehors. C'est pourquoi rien ne fit écho à son chant glorieux, qui se transforma en chant du cygne du prolétariat parisien.

Mais sans l'expérience de la Commune, celle de la Révolution d'Octobre aurait été impossible. L'expérience révolutionnaire de la Commune fit accomplir un nouveau pas en avant à la théorie révolutionnaire. Marx eut le temps lui-même d'en tirer les premières conclusions. Les nouvelles expériences posent de nouveaux problèmes et la vie exige impérieusement leur solution. La théorie du communisme révolutionnaire nous donne un fil directeur sûr. La révision critique des bases de la stratégie révolutionnaire élaborées par Marx fournira au Parti communiste russe la possibilité de trouver une issue aux nouvelles difficultés.

Armé de la théorie la plus révolutionnaire que l'expérience révolutionnaire eût créée, le prolétariat russe, sous la direction du Parti communiste, saura venir à bout des nouvelles difficultés. La vieille machine gouvernementale, cet organisme où se trouvaient monstrueusement superposés les éléments bourgeois et féodaux, est complètement par terre. Les paysans n'ont plus leurs anciens dirigeants et organisateurs, qui les employaient comme un bélier contre tout mouvement révolutionnaire et de progrès social. Il est nécessaire de créer une nouvelle machine gouvernementale qui permette au prolétariat organisé en classe dominante de renforcer les liens qui se sont établis entre lui et les paysans au cours de la lutte commune contre la contre-révolution. Et

dans le prolétariat, issu de leur propre sein, les paysans trouvent leur meilleur représentant, le plus sûr défenseur contre toutes les forces de l'ancien régime.

Appliquant dans sa pratique quotidienne la théorie du communisme révolutionnaire de Marx, l'avant-garde du prolétariat russe et international, le Parti communiste russe, songera à faire de telle sorte que le chant triomphal de la Révolution d'Octobre soit puissamment accompagné par le chœur victorieux de la classe paysanne révolutionnaire.

D. RIAZANOV.



BOUKHARINE

La figure de la Vérité (*Pravda*)

(Dessin de Denis.)

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

(1) Riazanov parle ici de l'édition russe. — N.D.L.R.

# Du Menchevisme au Communisme

Lorsque, il y a quelques mois, j'ai lu dans la *Rote Fahne* l'annonce de la publication prochaine de la brochure de Martynov : *Du Menchevisme au Communisme*, la pensée m'est revenue de la grande force morale que possède la Révolution. D'une secousse, elle met en fuite des idées qui, pendant des années et des années, ont dominé des partis entiers, ont animé la vie de millions d'hommes. Dès la première attaque, elle ébranle les plus fermes dans leurs théories. Elle en fait parfois des coquins, à moins qu'ils ne secouent leurs anciennes représentations pour s'associer complètement à elle.

Martynov est passé au communisme ! Martynov, un des chefs les plus anciens des mencheviks, un de leurs meilleurs théoriciens et tacticiens, un de leurs plus courageux militants. Je cherchai impatientement dans les numéros de la *Rote Fahne* qui suivirent cette annonce des extraits de sa brochure. Mais rien. Ils n'en contenaient même pas une citation. Ce n'est que longtemps après qu'elle donna un commentaire de Waletsky, et, à un mois de là, l'*Humanité* publia un article de Rappoport. Et lorsque je pus enfin lire cette brochure, il m'apparut une fois de plus combien était juste le passage dans lequel Lénine montre que « nous ne savons pas faire notre propagande », et attire notre attention sur l'habileté des bourgeois à tambouriner ce qui peut leur servir. C'est vrai ! Nous ne savons pas encore faire notre propagande. Nous n'avons pas encore appris à la rattacher aux besoins quotidiens des masses ouvrières. Nous n'avons pas encore appris à parler à ces masses, de telle sorte qu'elles pensent : Voici des hommes qui connaissent nos besoins, qui sont liés à nous, qui n'ont d'autre but que de nous délivrer du joug capitaliste... Pis encore, nous ne savons même pas exploiter les grandes possibilités de propagande que le « hasard » nous met en main pour assommer nos adversaires et rendre plus claires les idées de ceux qui sont dans nos rangs.

Regardez les bourgeois et leurs complices, les social-démocrates ! Quelle maîtrise à utiliser chaque crise, chaque divergence d'opinion qui se font jour chez nous. Un exemple : rappelez-vous les derniers jours d'avril 1921, quand Paul Lévi lança sur le Parti allemand, en butte aux plus sévères représailles, la bombe de sa brochure tristement célèbre : « *Notre voie, Contre les Putsch* ». Dès le lendemain, tous les journaux bourgeois, social-démocrates et indépendants, en publiaient des extraits. Au Reichstag, au Landtag, dans toutes les réunions publiques ou syndicales, on s'en servait contre nous. Tous les juges, tous les procureurs en possédaient un exemplaire dans leur serviette et en étaient leurs accusations contre nos camarades inculpés. Et cela ne fit qu'empirer pendant des semaines et des mois. « Ce n'est ni un bourgeois, ni un social-démocrate qui a prononcé ces paroles, faisaient-ils remarquer ironiquement. C'est votre propre chef. Que vous faut-il de plus ? » Et nous devons avouer que ce stratagème a eu quelque succès : ils ont pu, par ce moyen, décuiser les faits et retourner les masses. Les canailles de la presse bourgeoise française ont agi de même, lorsque Frossard fit défection. C'était juste, du point de vue de leur classe. Leur intérêt n'est-il

pas de soulever les ouvriers contre le P. C. ? Tout cela ne nous a pas appris grand-chose, et nous n'avons su exploiter ni cet événement considérable qu'est l'entrée de Martynov dans l'Internationale Communiste, ni sa brochure. Un bref commentaire, et ce fut tout...

Cette brochure constitue pourtant l'une des meilleures œuvres de propagande communiste. Elle démolit de la façon la plus brutale, sans ménagement, la « théorie mencheviste ». Rappoport et Waletsky pensent, comme Martynov le dit lui-même, que son œuvre « aidera, dans les douleurs de l'enfantement, plus d'un menchevik hésitant ». En fait, elle porte plus loin. Elle pourra tout aussi bien convaincre les ouvriers indifférents ou ceux qui penchent vers l'anarchie, qu'elle pourra lever les derniers doutes chez beaucoup de nos camarades. Quelques citations pour le prouver.

Martynov commence par écarter cette objection des mencheviks « que la dictature bolcheviste a mis fin au parlementarisme ». Puis il en vient à cette autre, familière aux Kautsky de tous les pays : « La dictature bolcheviste, c'est un régime de force, une minorité opprimant une majorité ». Et il répond : « C'est inexact. La dictature bolcheviste est un régime où les classes et les couches révolutionnaires de la population exercent leur force sur les classes et les couches qui ne le sont pas. L'équilibre social y est tout à fait instable. Il est absolument impossible de mesurer avec précision le rapport entre les forces numériques des deux camps en présence, parce que ce rapport change constamment, comme j'ai eu moi-même l'occasion de le constater cent fois au cours de mon séjour en Ukraine. » Nous y voilà. La panacée mencheviste elle-même ne peut plus rien déterminer, puisque le rapport numérique est en perpétuel changement. Ce qui détermine quelque chose, c'est la *démocratie en action*. Or, « le gouvernement bolcheviste donne un maximum de démocratie ». « Dans ses actes responsables, il n'a pas toujours attendu que les masses aient une volonté consciente et qu'elles la formulent ; mais, dans tout ce qu'il a entrepris, il a toujours agi de façon à acquérir par là une chaude sympathie près des masses. » En fait, c'est ce qui fait la force des bolcheviks. Ils n'ont jamais fait comme les mencheviks, qui se laissent traîner par les masses pour passer à la bourgeoisie dès la première bataille. Ils ont toujours marché les premiers en entraînant les autres. « Le gouvernement bolchevik a l'oreille fine quand il s'agit d'écouter l'opinion et les vœux de la masse. Pendant la guerre civile, aux jours les plus noirs, il est allé au-devant d'elle, plus loin que nous n'aurions osé le faire, nous autres mencheviks, tout pleins de nos doctrines dogmatiques. » Voilà, expliquée en quelques mots, la différence entre bolcheviks et mencheviks. Ces derniers ont peur de l'action révolutionnaire des masses, parce qu'elle pourrait mener la Révolution « trop loin ». A cause de cette peur, ils n'auraient jamais osé « aller si loin au-devant de ces masses ». Les bolcheviks agissent autrement. Voulant la lutte révolutionnaire, ils sont allés aussi loin qu'il a fallu.

D'un trait de plume, Martynov transperce cette baudruche des mencheviks : la Révolution russe

atteignant son point culminant sous Kérensky. « S'il fallait, dit-il, juger la Russie sur cette époque (l'époque de la faible démocratie des intellectuels sous Kérensky), on aurait plus d'une raison de douter. La Russie passerait pour un pays de fainéants, et l'on pourrait croire que la paresse et le manque de volonté sont les traits fondamentaux du caractère russe. Les bolcheviks ont au moins le mérite d'avoir dissipé cette représentation erronée de la Russie... Ils ont montré... que, chez nous, la politique ne dépend pas du caractère national, mais de la classe qui la fait. » Pour bien comprendre cette critique incurieuse, il convient de se rappeler que pendant la période de Kérensky, les Cadets étaient au pouvoir (les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks n'étaient rien que leurs otages). D'autre part, les mencheviks, et Martynov tout le premier, voyaient dans les Cadets les gens qui devaient faire de la Révolution (révolution bourgeoise à leurs yeux) une réalité. Nous le répétons : « On avait alors plus d'une raison de douter... les bolcheviks ont montré que la politique dépend de la classe qui la fait ». Pendant la période de Kérensky, c'était la bourgeoisie qui faisait la politique ; et elle n'était pas en état d'éveiller l'énergie des masses pour réaliser avec leur aide sa propre révolution bourgeoise ; c'est alors que la Russie apparaissait comme un pays de gens endormis, de fainéants. Cela changea lorsque ce furent les bolcheviks, c'est-à-dire la classe prolétarienne, qui firent la politique. C'est alors qu'ils ont montré « qu'il y a en Russie des couches sociales plus semblables au granit brut, mais solide, qu'à la cire molle ».

Cette partie du livre se termine sur une condamnation violente des mencheviks, qui réclament « le rétablissement de la liberté de presse et de parole », après comme avant l'introduction de la NEP. « Lorsque j'ai appris, il y a un an, que les mencheviks « de gauche », qui, en paroles, étaient toujours pour la révolution sociale, demandaient au gouvernement des Soviets, au milieu de ces difficiles conditions, de déposer les armes et d'accorder à ses ennemis la liberté de la presse, j'ai pensé que c'étaient des naïfs ou des fous. Maintenant que les mencheviks « de gauche » ont abandonné leurs « préjugés » révolutionnaires et qu'ils déclarent publiquement : Revenons au capitalisme, je vois que ces revendications n'étaient pas si folles. Il y avait de la méthode dans cette folie. »

Ainsi, ce n'est pas parce qu'ils sont les champions de la démocratie, mais parce qu'ils veulent revenir au capitalisme, que les mencheviks demandent la liberté pour la presse « démocratique », qui doit frayer le chemin au capitalisme. La bourgeoisie possède vraiment de brillants avocats dans les rangs mêmes de la classe ouvrière.

Les autres chapitres de sa brochure sur le communisme de guerre, les répercussions de la NEP, le caractère révolutionnaire de l'Armée Rouge, sont tout aussi intéressants. A les lire, on comprend pourquoi les mencheviks n'ont pas eu un mot de réponse à ce livre... Dire que l'Armée Rouge constitue un danger de guerre, comme l'a fait le très honorable chevalier de la démocratie, Abramovitch, à la nocce des deux Internationales stériles, écrire que la Russie est sous la domination des fascistes rouges, comme Kautsky, ce cadavre vivant, n'a pas eu honte de le faire, c'est facile ; mais répondre à Martynov, le réfuter, ces pauvres petits Hamlet n'en sont pas capables.

Notre tâche en est d'autant plus pressante de faire connaître sa brochure à la classe ouvrière,

et le Parti français devra s'occuper de la faire traduire au plus tôt, pour la rendre accessible aux ouvriers de France.

(Trad. de l'allemand par Ch.)

JEAN.



TROTSKY  
A la garde de la Révolution

(Dessin de Denis.)

VIENT DE PARAITRE

Georges PLEKHANOV

# Anarchisme et Socialisme

Nouvelle édition  
avec une préface d'Amédée Dunois

1 vol. de 104 pages : 2 fr. 50

En vente à "l'HUMANITÉ"

Le Bulletin Communiste commence, cette semaine, la publication d'une série de dessins dus au crayon de notre camarade Denis, de la Pravda. Nous sommes certains que nos lecteurs réserveront le meilleur accueil aux œuvres de ce grand artiste.



## EN RUSSIE SOVIÉTISTE

# Le Musée de la Révolution de Pétrograd

Les musées de la Révolution fondés dans plusieurs grandes villes russes n'ont pas d'analogues dans les pays « démocratiques ». Un musée, dans ces pays, est toujours principalement destiné à rassembler, pour le plaisir des yeux des classes possédantes, des collections artistiques ou scientifiques. Peu de choses y rappellent le crime social des riches ; rien n'y est destiné à instruire les pauvres ; rien n'y est destiné à préparer les esprits à la transformation sociale. Les reliques d'une révolution même, telles que celles de 1789-93, trouvent dans un musée bourgeois une place toute faite entre les glorieux souvenirs du siècle de Louis XIV et du règne de Napoléon. Dans les musées français, la révolution est un fossile couché parmi d'autres fossiles... Et pour cause.

En Russie, par contre, la révolution apparaît comme la phase essentielle dans la vie d'un peuple et comme la clé de tout l'avenir humain. On l'étudie, on l'aime, on remonte avec une fervente curiosité à ses moindres et lointaines origines. Le peuple insurgé a rendu à la révolution sa place dans la vie et dans l'histoire. Et c'est lui qui a raison contre tous les autres ; si l'oubli a pu être fait sur les révolutions éternelles accoucheuses des sociétés, c'est que les classes victorieuses, après en avoir bénéficié, les ont toujours redoutées, combattues, sapées dans le passé même. Les Russes rompent hardiment avec cette tradition. Ils entendent continuer leur œuvre, étendre la flamme concentrée dans leur foyer. C'est pourquoi ils attribuent à l'histoire révolutionnaire une grosse importance. N'offre-t-elle pas l'exemple vivant dont faut chaque jour s'inspirer ?

Comme on s'en rend compte à parcourir les nombreuses salles, nouvellement ouvertes au public, du musée de la Révolution de Pétrograd ! Celles du rez-de-chaussée occupent, au Palais d'Hiver, les anciens logis des *Fräulein* Narichkine, gouvernantes des enfants impériaux. Les premières, les plus pénibles étapes de la Révolution, s'y retracent en une foule de reliques, quelques-unes datant de près d'un siècle, dont toutes rappellent la souffrance ou la mort des meilleurs fils de la Russie.

Voici l'origine et la justification de tout : de tout, y compris la Terre Rouge de 1918. Un vieux papier timbré jauni, datant de 1839, signe d'un tsar : *oukaze* ordonnant une vente de paysans. Tant de serfs à l'encan, comme on dirait tant de chevaux, tant de moutons ! Au-dessus de cette pièce, une main intelligente a suspendu la *Plète*, long fouet de corde terminé par un nœud et par une mince languette... Cette plète servait à châtier les paysans qu'on vendait.

Puis, sous verre, une sonnette en cuivre, dont la poignée représente une Marianne coiffée du bonnet phrygien. Arrêtons-nous devant cette vieille chose. En 1848, cette sonnette régissait les discussions philosophiques qui avaient lieu chez un bourgeois de Pétersbourg nommé Petrachevsky, grand liseur de Fourier. Dostoïevsky venaît là. Pour avoir discuté les premiers balbutiements du socialisme européen, Petrachevsky et plusieurs de ses amis, condamnés à mort, subirent un affreux

simulacre d'exécution et allèrent achever leur existence en Sibérie. Dostoïevsky, pour les avoir connus, fit dix ans de bagne. — Vieille « Sainte Russie » des tsars tutélaires !

Vers ces tsars tutélaires, la haine de leurs plus grands sujets montait depuis 1825. Cette année-là, le 14 décembre, une conspiration militaire, œuvre d'officiers aristocrates, imbus « d'idées françaises » et d'ailleurs francs-maçons, — on voit au musée un document maçonnique sur lequel leurs noms figurent à côté de ceux des Polignac — tentait d'imposer au tsar Nicolas 1<sup>er</sup> une Constitution. Un massacre, puis des exécutions et des deportations réprimaient le mouvement. Mais dans cette salle du Palais d'Hiver, à quelques mètres seulement du petit cabinet bleu où Nicolas 1<sup>er</sup> soumit quelques-uns d'entre eux — dont le fier poète Ryléev, plus tard pendu — à de torturants interrogatoires, les Dékabristes ressuscitent un peu, vénérés comme *les premiers*. Des princes Troubetzkoy, des Mouraviev, des Volkonsky, de haute noblesse, ont en effet porté à l'autocratie le premier coup.

Voici, garnies de portraits innombrables, les chambres de la prison, du bagne et de l'exil soixante à quatre-vingts années d'incessante lutte révolutionnaire y tiennent. Ces collections de minéraux et d'insectes ont été faites dans le jardin du bagne de Schluesselbourg, par notre vieux Merzov (aujourd'hui en tête d'un institut scientifique de Pétrograd), qui y passa plus de vingt années. Cette libellule dessinée et peinte avec une patience chinoise, sur une boîte en bois de bouleau, est l'œuvre de Vera Figner, qui fit plus de vingt années de prison, elle aussi... Il ne reste de l'un des premiers congrès d'un grand parti révolutionnaire que ces trois petites feuilles de bloc-notes couvertes d'abréviations et de signes. On les a trouvées dans un dossier de police. Dans quel bagne fini l'homme qui avait pris ces notes ? — Ce fragment de poutre portant un gros anneau de fer provient de la potence de Schluesselbourg. Le bourreau passait sa corde dans cet anneau. Un frère de Lénine, Alexandre Oulianov, puis Balmahev, Kaliaev, des jeunes hommes, des jeunes femmes, admirables héros, délibérément sacrifiés, sont morts dessous pour qu'il y ait une révolution russe.

Le bourreau, d'ailleurs, est partout présent dans ces chambres. Une grande toile de Répine occupe tout un côté de l'une : l'exécution des sept auteurs de l'attentat du 1<sup>er</sup> mars 1881. Les potences apparaissent confusément dans la neige tombante. De longues formes encapuchonnées de blanc y balancent. Ces sont les sept révolutionnaires de la *Narodnaya Volia* qui ont exécuté Alexandre II.

Il faudrait des heures pour examiner toutes ces photographies jaunies rapportées de Sibérie. Quelques-unes nous ramènent au temps présent. On aperçoit dans un groupe d'exilés un Trotzky jeune, très reconnaissable au port de la tête, au front volontaire, à la chevelure batailleuse. Dans cet autre groupe, datant d'après 1905-1906, des femmes voisinent, amies sans doute, deux terroristes socialistes-révolutionnaires : Marie Spiridonova,

devenue le leader des socialistes-révolutionnaires de gauche, aujourd'hui surveillée dans une maison de santé, — et Bitzenko, devenue communiste, qui parla en communiste au procès des socialistes-révolutionnaires de droite l'an dernier...

Une imprimerie clandestine, trois pauvres cases, un rouleau (ce fut saisi par la police vers 1880 dans une cave), nous rappellent quel chemin ardu mène à l'expropriation de toutes les presses, à la création des *Pravda* et des *Izvestia*, à la prospérité des Librairies de l'Etat éditant cent ouvrages par mois. Des pionniers, jadis — il y a cinquante années à peine — recopièrent à la main l'histoire du mouvement révolutionnaire de Thun, puis la polycopièrent maladroitement, premier progrès. On regarde ces pauvres livres et l'on demeure songeur... Même impression devant les premiers manifestes du 1<sup>er</sup> Mai de la même époque, la plupart polycopiés.

Plusieurs salles sont consacrées au mécanisme scientifique de la police. Des schémas construits d'après les résultats des filatures en tapissent les murs. Une surveillance étroite, continuée pendant des mois, documentait la police. Ses spécialistes dressaient ensuite de minutieux tableaux des relations d'un militant, de l'organisation d'un parti, des ramifications d'un groupe. Quand elle savait tout, elle saisissait un moment favorable et « liquidait » le mouvement par un bon coup de filet. Elle a beaucoup liquidé pendant de longues années, sans réussir à empêcher sa propre liquidation. — Encadrés d'or, tels qu'ils ornaient les salons de la Sûreté de Pétersbourg, les portraits des ministres de l'Intérieur, qui furent d'inlassables « liquidateurs », nous regardent. Plevhe, Stolypine, Sipiaguine sont là. Tous les trois sont tombés à la tâche, sous les coups de justiciers révolutionnaires.

On s'arrête dans la chambre de la Révolution française et de la Commune, devant les portraits familiers de Louise Michel, de Reclus, de Varlin, de Delescluze, devant les assignats de la grande révolution, devant des gravures du temps, des lettres de cachet signées *Louis*, sous des drapeaux tricolores. Il y a peu de choses dans cette pièce, mais précieuses. Et, tous les jours, des groupes d'écoliers, de soldats ou d'ouvriers les viennent voir, certes, avec plus de compréhension vive et d'amour que les meilleurs élèves du sage M. Aulard. J'observe qu'un drapeau tricolore de 93, aux belles couleurs légères et passées, porte la devise jacobine, singulièrement modifiée : *Liberté, Égalité, Discipline, Fraternité*. Les révolutionnaires de 1793-95, comme ceux de 1918-20, avaient besoin de discipline et l'inscrivaient sur leurs drapeaux. Le fait est à retenir.

La section de la Révolution d'Octobre m'a paru la plus pauvre. Elle pourrait aisément être si riche ! L'iconographie de Lénine est plutôt indigente. Nul artiste n'a, en somme, réussi le portrait de Vladimir Illytch, si noter avec exactitude le grand front bosselé, le regard aigu, dur, clair et rieur, la bouche railleuse avec bonhomie... Il me semble que l'expression y tient trop de place et que les artistes, en la cherchant, manquent de simplicité devant l'homme le plus simple du monde. — Sous tous les rapports, ils ont peu donné à la révolution. Quelques tableaux, inspirés par une piètre mentalité religieuse ou purement conventionnels, montrent seulement à quel degré les artistes de l'ancien régime, même bien intentionnés, étaient étrangers à la révolution prolétarienne. On ne retient que deux noms : celui du décorateur Tchekhonine, qui, dans un style très fin-d'ancien régime, a donné à la révolution de

vastes placards et des remarquables porcelaines ; et celui du dessinateur Viddberg, technicien de la flotte rouge, dont les dessins à la plume ont grande allure.

Ce qui manque le plus au Musée de la Révolution de Pétrograd, c'est une bonne section étrangère dans laquelle l'Internationale Communiste tiendrait par la force des choses une place prépondérante. Nulle part ailleurs qu'en Russie les révolutionnaires de toutes tendances ne peuvent en ce moment être assurés de la conservation de leurs documents et de leurs reliques. Il serait à souhaiter que, connaissant l'œuvre du Musée de la Révolution, ils prissent l'habitude de la ravitailler en publications, documents, souvenirs personnels. (1) Une lettre de disparu, le récit d'un acte, une collection de journaux, une affiche, tout y trouvera sa place, y sera utilisé pour l'enseignement présent et le travail historique futur. Ces choses se perdent habituellement, emportées par les rafales de la tourmente sociale. Ne serait-il pas important et en tout cas heureux que l'on eût, dans dix ans, quelques documents, très banals en apparence, sur les origines de la C. G. T. U., tels que : cartes des C. S. R., journaux, photographies d'assemblées, lettres, rapports ? On a tué cette année, à Barcelone, un des fondateurs de la C. N. T. d'Espagne, Salvador Seguí ; quels souvenirs de ce vaillant et de son œuvre avez-vous conservés, camarades espagnols, et où les conservez-vous, à l'abri des perquisitions et des hasards fâcheux ? Connus et soutenus à l'étranger, le Musée de la Révolution de Pétrograd peut être d'une grande utilité au mouvement international. C'est là un des plus vifs désirs de ses organisateurs, et ils m'ont priés de le dire.

VICTOR SERGE.

(1) Le Bureau du Musée de la Révolution de Pétrograd est présidé par G. Zinoviev. La correspondance et les envois peuvent être adressés directement au Musée, Palais d'Hiver, Pétrograd. Les documents peuvent être confiés au Musée sous plis cachetés, le donateur indiquant la date à laquelle ils peuvent être exposés ou publiés.



BRIAND

(Dessin de Denis.)

# La Coalition des Minorités dans la C. G. T. U.

Un esprit non averti, un syndiqué éloigné dans sa province de la passion quotidienne de l'action syndicale de ces derniers jours est obligé de se livrer à une étude détaillée des textes employés pour que les résolutions Semard et Lartigue ne lui apparaissent pas comme parallèles et comme animées des mêmes intentions.

Un examen plus approfondi de la motion Lartigue révèle une habileté d'expression et de pensée qui confirme le confusionnisme de son auteur et de ses partisans. Après avoir refusé de se prononcer sur les Commissions Syndicales, après avoir habilement tenté de donner à sa motion une allure d'impartialité, Lartigue prend ensuite toutes mesures pour s'opposer au fonctionnement de ces mêmes commissions qu'il se refusait au début de discuter.

Interdire aux syndiqués, quelle que soit leur situation syndicale, de rendre compte de leur activité aux organisations extérieures auxquelles ils peuvent appartenir, c'est empêcher ces organisations extérieures d'exercer leur contrôle sur l'activité de leurs adhérents ; c'est brimer le syndiqué, c'est le suivre dans sa vie privée, c'est s'immiscer dans l'action d'un groupement étranger, c'est ne pas respecter l'autonomie des voisins.

C'est faire œuvre politique, que d'empêcher un parti de s'organiser à sa guise, c'est lui interdire d'avoir une tactique syndicale. Si l'on généralise, c'est donc vouloir le vide philosophique et conceptionnel autour de la C. G. T. U., c'est abâtardir le syndicalisme, c'est le réserver à la seule influence des sans parti, des sans doctrine, des sans philosophie et, par suite, des démagogues, des dilettantes, des corporatifs, — c'est couper net l'élan révolutionnaire ouvrier, c'est pratiquer l'onomatopée syndical sur une grande échelle.

En fait, présentement, ce n'est pas encore tout à fait cela, c'est seulement la manœuvre contre un seul Parti. C'est une seule thèse, une seule philosophie, une seule doctrine que l'on veut étouffer et c'est précisément, la plus forte dans le monde, celle qui s'achemine le plus loin dans la voie révolutionnaire, non en paroles mais en fait ; — c'est donc s'associer à une besogne contre-révolutionnaire.

Et il en est bien ainsi, puisque, logiquement tous les adhérents des diverses sectes ou partis politiques, comprenant la motion Larti-

gues dans sa généralité, auraient dû se dresser contre la prétention fantastique de se mêler à la vie extérieure des militants, et tous, à l'exception du seul Parti incriminé, ont fait bloc sur la motion.

Les anarchistes qui, au Congrès d'Ancone ont accepté le noyautage syndical et qui ont déclaré que les anarchistes devaient partout rester anarchistes et s'efforcer de faire triompher leurs conceptions dans les organisations ouvrières, ont, d'accord avec les C. D. S., qui noyautent la C. G. T. U. depuis Saint-Etienne, les U. S. C. dont certains, hier encore au P. C. étaient secrétaires de sections syndicales, voté une motion qui condamne toute leur action passée et présente.

S'ils ont agi ainsi, c'est qu'ils étaient au courant de la manœuvre, car c'est bien une manœuvre, une basse manœuvre.

Lorsque l'on considère, de plus, que le parain et la famille d'adoption de cette motion ont constitué un groupement d'affinité appelé G. S. R., en définissant dans une proclamation leurs véritables intentions, on ne peut qu'être aveuglé par la vérité.

Ils y déclarent, en effet, vouloir présentement « *Faire barrière contre le Parti Communiste*, — s'opposer à la subordination du mouvement syndical tenté par les Commissions Syndicales de ce parti.

Ils s'associent donc, *eux les sans-parti*, à l'attaque initiale des Frossard et *tutti quanti*, des politiciens voltigeurs, des haineux adversaires d'une Internationale qu'ils n'osent pas combattre à visage découvert. Qu'ils le veuillent ou non, ils ont, en déposant leur motion, empoisonné par la politique la plus étroitement vile les délibérations de la C.G.T.U.

Pour accentuer la confusion, ils se déclarent partisans farouches de l'I. S. R., amoureux fous de la Révolution russe. On ne doit pas oublier cependant que, parmi eux, nous trouvons des tard venus à l'I. S. R., des militants ayant fait des réserves sur l'indépendance d'esprit des délégués de la C. G. T. U. à Moscou, des anciens membres du Parti Communiste, ayant même été secrétaires de ces Commissions syndicales qu'ils condamnent aujourd'hui.

Aussi, est-il normal que, placés dès maintenant sur la pente de la méfiance vis-à-vis

de l'I. S. R., ces camarades glissent jusqu'à en devenir les pires adversaires.

Déjà, au C. C. N. de juillet, sur toutes les questions sur lesquelles on a procédé à un vote, leurs voix se sont combinées avec celles de l'ancienne minorité anarcho-syndicaliste, avec les défenseurs de la motion du Bâtiment.

Au Congrès du Bâtiment, une motion sur les Commissions syndicales a été votée qui, non seulement, condamne l'action des Commissions syndicales, mais impliquait avec netteté que « *tout communiste membre ou non des Commissions Syndicales qui, publiquement, ne s'insurgerait pas contre elles, ne pourrait recevoir de mandat ni remplir de fonctions syndicales.* »

C'était la guerre ouverte contre le Parti Communiste, c'était l'exclusive lancée contre certains syndiqués, c'était la scission soigneusement préparée.

Sans exécuter le désir de leur Congrès, les représentants du Bâtiment apportèrent une résolution au C. C. N. beaucoup moins agressive et se contentant de condamner les commissions syndicales.

Premier pas vers la fusion des deux fractions de la minorité.

Au moment du vote, cette motion fut retirée ; deuxième pas, qui permit la coalition contre la majorité confédérale.

Ces concessions unilatérales appellent raisonnablement des concessions de l'autre côté.

Nous n'insisterons pas sur les menaces, les insultes, les pressions extérieures exercées sur ce C.C.N.; nous demandons simplement de retenir les concessions faites par les adversaires à la néo-minorité.

Et ce serait aussi le triomphe des partisans de la motion du Bâtiment, de ceux qui, à leur Congrès ont jeté l'exclusive contre des syndiqués, de ceux qui se sont associés aux paroles de Leclair et de Monier au C. C. N., prêts à réaliser une nouvelle scission.

Du reste, la motion Lartigue elle-même contient d'une façon irréfutable, une phrase qui peut être considérée comme la porte ouverte aux scissions : lorsque l'on dit que la « C. G. T. U. aurait le devoir de se défendre contre les entreprises de ceux qui se mettraient en état de rébellion », c'est-à-dire de ceux qui continueraient à adhérer à un Parti comprenant des sections syndicales, c'est la porte ouverte à la coercition, sans déterminer sa forme, son point de départ et jusqu'où elle peut aller.

En réalité, sous une forme plus diplomatique, la motion Lartigue est certainement beaucoup plus dangereuse que la motion primitive du Bâtiment. En effet, se défendre jusqu'où et comment ? Jusqu'à l'exclusive, jusqu'à l'exclusion, jusqu'à la scission.

Voilà ce que les défenseurs de la motion n'ont jamais voulu déterminer parce qu'ils sentent que c'est la conclusion logique de leur position.

Au C. C. N., devant les menaces précises articulées par Leclair et Monier, pour protester contre la pression extérieure exercée sur le C. C. N. par des camarades qui souvent provoquent au désordre, pas une voix de la néo-minorité ne s'est élevée, nous donnant ainsi le droit de les accabler de toute la responsabilité.

H. RAYNAUD.

## L'augmentation des salaires dans la Russie des Soviets

Entre octobre 1922 et mars 1923, l'augmentation des salaires des ouvriers, employés et fonctionnaires de l'Etat a été constante et importante. Le salaire est évalué en roubles marchandises, d'une valeur fixe, correspondant à l'index des prix réels. Le tableau suivant donnera une idée de sa croissance :

	Oct 22	Avril 23	Aug. 23
Administrations ....	6,02	8,76	45,5
Postes et télégraphes	9,20	15,38	67,2
Industries .....	8,96	13,28	48,2
Transports .....	8,38	17,00	102,9

Ces chiffres montrent que l'augmentation des salaires a surtout été remarquable dans les transports et qu'elle est appréciable dans tous les domaines de la production. La Russie est, croyons-nous, actuellement le seul pays où les salaires soient d'une façon générale en augmentation.

Vient de paraître

Petite Bibliothèque  
de l'Internationale Syndicale Rouge. - VII

Pierre SEMARD

Secrétaire de la Fédération Unitaire  
des Cheminots

Pour le Front unique  
des Transports

Avec un recueil de documents

Une brochure : 0.50      Le cent : 40 fr.

En vente à la librairie de l'Humanité,  
120, rue Lafayette, Paris (10<sup>e</sup>). Chèque  
postal 25-517.

# PRÉLUDES...

Le but de l'opposition à la majorité confédérale a été on ne peut plus clairement exprimé par Frossard lorsque ce dernier, il y a quinze jours, écrivait, dans l'*Egalité* : « Malgré Louzon, le mouvement ouvrier échappera à l'emprise de Moscou... » C'est, en effet, pour que la C. G. T. U. « échappe à l'emprise de Moscou » que le bloc de la minorité a réclamé et obtenu du C. C. N. la convocation du Congrès de Limoges.

Les camarades des G. S. R. (tendance Marie Guillot-Lartigue) crient à la calomnie quand on écrit cela sur leur compte. Cependant, les deux importants congrès de Fédération qui viennent d'avoir lieu, n'ont en rien marqué, sur la question internationale, le fossé profond qui soi-disant sépare les G. S. R. de l'ancienne minorité. Au contraire, aux Métaux comme aux Cheminots, le bloc minoritaire a été réalisé — et Massot ne me démentira pas — non pas sur la seule question des Commissions Syndicales, mais sur toutes les questions, sur celle de l'Internationale comme sur les autres.

Le mouvement syndical français présente, pour les camarades des autres pays, cette particularité surprenante que, l'adhésion de la C. G. T. U. ayant été donnée à l'I. S. R. en novembre 1922, en août 1923, toutes les assemblées syndicales discutent encore — et avec passion — de cette adhésion. C'est ainsi que les Congrès des Métaux et des Cheminots ont dû se prononcer à nouveau sur l'I. S. R. Dans ces deux congrès, la minorité a présenté des résolutions suffisamment explicites pour qu'on en puisse dire qu'elles permettraient, si elles avaient été votées, le retrait de la C. G. T. U. de l'I. S. R.

La grande idée de la minorité, c'est que la suppression de l'article 11 n'a été qu'une « duperie », qu'une « concession de forme » ; c'est que la permanence du Comité d'Action constitue la liaison organique en fait ; c'est que l'Internationale Communiste poursuit ses tentatives d'accaparement — en France, par l'intermédiaire des Commissions Syndicales du Parti communiste — du mouvement syndical international. Au Congrès des Métaux, comme à celui des Cheminots, les orateurs de la minorité ont présenté ces différents arguments. Et, ni aux Métaux, ni aux Cheminots, les syndicats — représentés « logiquement » — ne leur ont donné raison.

Concession de forme ? Ce serait bien mal juger nos camarades de l'I. S. R. partisans de la liaison organique que supposer qu'ils aient, au 2<sup>e</sup> Congrès, abdiqué leur pensée. Comme Sémard l'a dit au Congrès des Cheminots, la discipline internationale leur donnait parfaitement le droit de réclamer des Français et des Italiens qu'ils s'inclinent devant eux, majorité de l'I. S. R. Ils ont néanmoins pensé que l'intérêt du mouvement exigeait la disparition d'une forme de liaison condamnée par une partie de la classe ouvrière. C'est tout ce que la C. G. T. U. demandait : une concession de forme. Il eût été fou et vain de demander plus.

En échange, la C. G. T. U. proposait une autre forme de liaison : celle du Comité circonstanciel d'action, sur le plan national et international. Cette forme a été adoptée par les deux Internationales. Et voilà notre minorité qui crie au rétablissement de la liaison organique, parce que la permanence du danger nécessite la permanence de l'accord. Ce n'est cependant la faute de personne si l'occupation de la Ruhr continue, si les dangers de guerre se multiplient, si le fascisme s'étend sur le monde. D'autre part, le Comité International d'Action n'est pas seulement prévu pour l'I. C. et l'I. S. R. Comme sur le plan national, toutes les forces prolétariennes et révolutionnaires, réformistes, quand la situation l'exige, y sont conviées. Là encore, ce n'est de la faute de personne si l'A. I. T., invitée comme tout le monde à la Conférence de Francfort, n'y est pas venue, et si, en Allemagne, ses partisans se sont placés en dehors de la lutte contre les impérialismes coalisés !

On a dit : à Essen, à Francfort, la C. G. T. U. — seule organisation syndicale représentée — a été noyée au milieu des Partis communistes. Mais la C. G. T. U. pouvait-elle fabriquer une Centrale Syndicale à orientation révolutionnaire dans tous les pays où il n'en existe pas (Allemagne, Angleterre, Belgique, Pologne, etc.) et pouvait-elle nier que, dans tous ces pays, le Parti communiste constitue la seule force révolutionnaire ?

La durée des Comités d'Action n'établit nullement une liaison organique permanente entre l'I. S. R. et l'I. C. Quand les dangers les plus caractérisés, les dangers exceptionnels, seront passés, les deux organismes se sépareront, et pendant l'accord, ils n'auront ni l'un ni l'autre sacrifié leur liberté et leur autonomie.

En désespoir de pouvoir trouver quelque preuve de subordination, la minorité a déniché les Commissions Syndicales et les brandit comme témoignage du désir de l'I. C. de faire revenir le mouvement syndical français sur les positions de Saint-Etienne. Deux observations seulement s'imposent. Si l'I. C. avait cette intention et travaillait à la faire aboutir par une propagande inlassable sans jamais violer la souveraineté des assemblées syndicales — qui donc pourrait interdire ce droit à ses partisans syndiqués et comment les empêcherait-on de l'exercer ? Mais il faut, d'autre part, observer qu'il n'est nullement dans l'intention de l'I. C. de faire revenir l'I. S. R. à la liaison organique et que le 4<sup>e</sup> Congrès a approuvé la concession de l'article 11. Les camarades de l'I. C. pensent que les événements eux-mêmes obligeront les syndicalistes français à se rallier à leur point de vue. C'est leur droit, comme c'est celui des syndicalistes français de ne pas le penser.

Sur le plan national, la position du syndicalisme à l'égard des Commissions Syndicales a été suffisamment expliquée pour qu'il soit utile d'y revenir. J'ai seulement voulu indiquer que la minorité — et c'est de toute logique — pense que les Commissions Syndicales du Parti communiste français ont une cause internationale, et qu'elle s'est attaquée à l'I. C. et à l'Internationale Syndicale Rouge, que Besnard a pu désigner au Con-

grès des Cheminots comme la mère des Commissions Syndicales. Les camarades des G. S. R. — qui ne se désolidarisent en rien des anarcho-syndicalistes — comprendront-ils pourquoi nous les rangeons, depuis leur première manifestation, parmi les adversaires de Moscou ?

Sur la question internationale, le Congrès des Métaux et celui des Cheminots ont affirmé, à une

écrasante majorité, la volonté des masses ouvrières de rester dans l'I. S. R., de continuer à subir « l'emprise de Moscou ». Les « domestiques » ont fait des petits... *L'Égalité*, mercredi, nous annoncera sans doute que la fin de la dictature communiste est un peu plus proche...

Il est de fait que les préludes du Congrès de Limoges appuient cette juste opinion.

Maurice CHAMBELLAND.

## Le Conseil National de la Fédération unitaire du Textile

Le Conseil National de la Fédération Unitaire du Textile s'est tenu les 29 et 30 juillet dernier.

Il a eu à traiter différentes questions très importantes, parmi lesquelles celle de l'organisation de nos moyens de lutte pour l'avenir. Cette question fit l'objet d'un débat très approfondi. Depuis le début de l'année, nous avons eu à soutenir de multiples grèves ; un grand nombre se sont terminées par des succès ; dans d'autres, nous avons subi, malheureusement, de sérieux échecs.

Nous avons donc à examiner la cause de ces échecs et à prendre des dispositions pour les éviter dans l'avenir.

La cause principale des échecs réside dans le fait que les syndicats sont partis les uns après les autres dans la bataille, sans aucune cohésion entre eux, ce qui permettait aux industriels de faire jouer leur solidarité et parvenaient par là à vaincre la classe ouvrière.

Un exemple : la grève d'Elbeuf-Louviers, déclenchée à un moment favorable pour la classe ouvrière ; les commandes étaient nombreuses qui devaient être livrées rapidement. Malgré cela, les ouvriers furent battus. Pourquoi ? Parce que, dès le début de la grève, nous avons rencontré, derrière les industriels d'Elbeuf-Louviers, le puissant Comité central de la Laine et le non moins puissant Consortium de Roubaix-Tourcoing, qui intimèrent l'ordre aux patrons qui étaient aux prises avec leurs ouvriers de ne pas accorder l'augmentation de salaires demandée. Pour permettre aux exploités d'Elbeuf-Louviers d'avoir raison de la force ouvrière, ils firent faire les commandes pressées par les autres industriels adhérents au Consortium ou au Comité central de la Laine.

Devant ces faits, que devons-nous faire ? Laisser les camarades continuer à déclencher des grèves sans tenir compte de la situation ? Nous ne le pouvons pas.

C'est pourquoi le Conseil National du Textile a décidé de demander aux syndicats d'empêcher le plus possible le déclenchement de grèves partielles et de faire une propagande intense pour l'organisation de la lutte nationale, seul moyen dorénavant d'obtenir des résultats satisfaisants.

\*\*

Une autre question du plus haut intérêt fut résolue : c'est celle de la formation d'une vaste fédération d'industrie. Depuis quelque temps, des pourparlers étaient entamés pour réaliser la fu-

sion entre les Fédérations du Textile, du Vêtement, de la Blanchisserie, etc.

Déjà, la Blanchisserie ne forme plus qu'une fédération avec le Textile.

La Fédération du Vêtement a décidé, dans son Conseil National, de poser la question pour une solution définitive au prochain congrès de novembre. Il ne fait aucun doute que la fusion y sera adoptée.

Le Conseil National du Textile a également décidé de poser la question aux syndicats ; il est certain que la fusion sera adoptée là aussi.

Ainsi, nous sortons de la période des conversations pour entrer dans l'ère des réalisations.

C'est un pas de plus vers la réalisation des décisions de l'I. S. R., qui demandaient que tout soit mis en œuvre pour resserrer les fédérations similaires, afin de former de puissantes fédérations d'industries, capables de tenir en échec l'organisation patronale, qui est de plus en plus centralisée.

La question de l'orientation syndicale fit l'objet d'un débat au sein de notre Conseil National, à propos du vote de la Fédération et de l'attitude de notre camarade Richetta au dernier C. C. N., en faveur de la résolution Sémard.

L'unanimité du Conseil National approuva le camarade Richetta, qui a été, à ce C. C. N., l'interprète fidèle des conceptions syndicales de notre Fédération.

Déjà, à notre Congrès de Lyon, les syndicats avaient adopté unanimement la résolution Monmousseau.

Le Conseil National vient à nouveau de confirmer la position de la Fédération. Nous en sommes heureux, car c'est la preuve que le confédérationnisme n'a pas atteint notre Fédération et que nos militants ont préféré — et ils l'ont prouvé en maintes circonstances — la bataille contre le patronat, plutôt que de couper des cheveux en quatre sur les commissions syndicales, les textes du 2<sup>e</sup> Congrès de l'I. S. R. ou les discours de tel ou tel camarade.

Cette unité de pensée, cette unanimité va nous permettre de marcher franchement vers la bataille qui nous appelle chaque jour pour la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière et vers la réalisation de notre idéal, c'est-à-dire vers la reprise des moyens de production et d'échange, comme l'ont fait nos camarades en Russie.

J. JACOB.

# Pourquoi nous entrerons dans le Labour Party

Notre parti s'est occupé pendant quelque temps de la question du Labour Party.

Le précédent Comité Central Exécutif du Workers Party avait une attitude fautive vis-à-vis du Labour Party. Il n'a pas envoyé de délégués à la conférence du Labour Party tenue à Chicago, en février 1922. Le Comité Central Exécutif actuel a compris la grande importance du problème et il a envoyé des délégués à la Conférence de Cleveland du Labour Party, qui s'est tenue au mois de décembre 1922. Il envoya également des délégués à la Conférence du Labour Party à New-York et il en enverra à celle convoquée pour le 3 juillet à Chicago. Le Congrès du 24 décembre 1922 a mis au jour la maturité politique du Parti qui déclara être, en principe et en pratique, pour l'entrée dans le Labour Party.

Le Comité Central Exécutif a fait tout le nécessaire, pour, d'une part, propager l'idée d'un Parti Travailleur parmi les grandes masses et, de l'autre, gagner les membres du Workers Party au Labour Party.

Nous avons néanmoins dans notre parti des camarades qui s'opposent à l'entrée dans le Labour Party : certains camarades de l'extrême droite et de l'extrême gauche.

## Critique de la Gauche

La section des mineurs de la Fédération italienne nous fournit un exemple classique de la gauche. Elle a envoyé ses délégués à la Conférence de la Fédération italienne et les a mandatés pour voter contre l'entrée dans le Labour Party. Ces Italiens sont depuis peu de temps membres de notre parti. Ce sont des ouvriers révolutionnaires conscients et honnêtes, qui exècrent le capitalisme et les syndicats jaunes. Et en devenant membres du Workers Party, ils ont rompu idéologiquement avec les capitalistes et avec les chefs traîtres des syndicats. Le Parti Communiste signifie pour ceux-ci la lutte de classes irréconciliable contre la bourgeoisie, et la révolution prolétarienne. Ils se sont libérés depuis peu seulement de l'influence des chefs des syndicats jaunes et ils ne tiennent pas du tout à retrouver ces mêmes chefs au sein du Labour Party. Ces mineurs italiens sont des éléments des plus précieux de notre parti et nous devons faire preuve de beaucoup de patience pour les éduquer politiquement. Il est évident que leur opinion naïve ne peut pas décider de la politique de notre parti. Ils connaissent aussi peu le rôle du Parti Communiste que les conditions intérieures américaines. A nous de les instruire. L'entrée du Workers Party dans le Labour Party ne signifie pas le contrôle par les chefs des syndicats jaunes. Au contraire, cela signifierait la possibilité de soustraire à l'influence des chefs réformistes les masses du Labour Party qui ne sont pas encore communistes.

## Scepticisme de la Droite

Nous devons nous tourner plus énergiquement encore contre les camarades et demi-camarades de la droite qui s'opposent à l'entrée dans le Labour Party.

Leurs représentants typiques sont Saluto y et l'organe « indépendant » *The American Labor*

*Monthly*. Ces gens sont convaincus que le mouvement révolutionnaire a fait faillite en Amérique et que tout le mouvement travailliste ne progresse pas. Ils disent que nous devons attendre, pour former le Labour Party, que Gompers et sa Fédération Américaine du Travail se mettent à la tête du mouvement du Labour Party. Ils ne comprennent pas la volonté des masses de créer un Labour Party. Ils ne comprennent pas non plus le rôle des militants du mouvement travailliste Salutsky, Budin, et consorts n'ont pas confiance dans l'Internationale 2 1/2 parce qu'ils ont perdu confiance en toute chose et que l'Internationale 2 1/2 constitue un suicide. Salutsky s'est montré sceptique envers toute la tactique du front uni de l'Internationale Communiste et il se moque en même temps de tous ceux qui croient en la possibilité d'une révolution américaine. Salutsky et l'organe indépendant *The American Labor Monthly* disent qu'ils ne veulent se lier à aucun parti, qu'ils sont au-dessus de tous les partis et ils demandent le droit de « critiquer librement ». Ce ne sont, certes, que des intellectuels petits bourgeois qui croient être au-dessus de la lutte des classes parce qu'ils ne jouent aucun rôle.

## Différence entre un Parti politique et le Labour Party

Que signifie Labour Party ? Est-ce que la conférence de Chicago du 3 juillet sera capable d'organiser un Labour Party ?

C'est le Labour Party de Grande-Bretagne qui est l'exemple classique du parti travailliste. Ce n'est pas un tout solide, mais un bloc composé de partis divers, de syndicats et d'autres organisations ouvrières. Il comprend aujourd'hui aussi des membres individuels, toutefois, à son origine il ne fut qu'une coalition d'organisations. Chaque parti ou organisation a son propre programme, garde son indépendance et n'est lié à la discipline qu'aux élections et à l'occasion de certaines autres actions. Le Labour Party Britannique compromet le mouvement ouvrier britannique. Il n'a pas admis officiellement les communistes dans son sein, mais il en renferme indirectement. Le Labour Party n'est pas un parti politique dans le même sens que le parti social-démocrate allemand, car un vrai parti politique entend l'union de personnes partageant la même conviction et acceptant complètement le programme du parti.

Le Workers Party peut entrer dans l'organisation du Labour Party justement parce que les membres du Workers Party ne deviennent pas par là membres du Labour Party, le Workers Party y entrant uniquement en tant qu'organisation compacte. Les membres du Workers Party ne seront pas soumis à la discipline du Labour Party. Le Workers Party gardera son programme communiste, mais il soutiendra le Labour Party dans toutes actions qu'il entreprendra pour certaines revendications immédiates de la classe ouvrière.

La conférence du 3 juillet du Labour Party des farmers à Chicago représentera dans une grande mesure une tendance semblable à celle du Labour Party Britannique. Le nouveau Labour Party Fédéré des Farmers qui se créera et pour la for-



mation duquel le Workers Party luttera au cours de la conférence, ne comprendra pas des membres individuels mais uniquement des organisations politiques, des syndicats internationaux et des fédérations ouvrières de villes et de syndicats locaux.

Le nouveau Labour Party ne soumettra pas les membres du Workers Party à la discipline, toutefois, le Workers Party acceptera la discipline dans certaines actions.

Le programme communiste du Workers Party restera intacte et notre parti gardera sa liberté entière pour la propagande et l'agitation communiste à l'intérieur du Labour Party.

## Le développement anglais & américain

Le Labour Party qui se cristallisera au cours de la conférence du 3 juillet sera, en somme, différent du Labour Party Britannique.

Le Labour Party Britannique est l'union de tout le mouvement ouvrier anglais. La conférence du 3 juillet unira seulement une minorité militante du mouvement ouvrier américain. Le Labour Party Britannique fut fondé par les chefs officiels du mouvement syndical. La conférence du 3 juillet ne sera pas composée officiellement de grandes unions internationales, mais surtout des corps de l'Etat, de villes et de syndicats locaux.

Certaines personnes disent que la conférence du 3 juillet n'a pas le droit historique de former un Parti Travailleur et que notre parti ne doit pas lutter, à cette conférence, pour la formation d'un Labour Party parce que le développement historique du Labour Party Britannique a suivi jusqu'à présent une voie tout à fait différente. La politique serait en effet un art fort simple si l'histoire d'un pays imitait celle d'un autre. En vue de la conférence qui se tiendra le 3 juillet, le Workers Party a offert non seulement sa participation, mais encore son appui le plus énergique. A la conférence du 3 juillet ne seront pas représentés les 4 millions d'ouvriers organisés d'Amérique, mais seulement les représentants de six à sept cent mille ouvriers et farmers pauvres. Si le parti travailliste fédéré des farmers s'organise à Chicago, celui-ci ne représentera pas tout le mouvement ouvrier d'Amérique, mais uniquement l'aile gauche militante. Il peut devenir, toutefois, une arme puissante dans la lutte de classe et l'arme la plus puissante de propagande pour gagner les millions d'ouvriers et de farmers à l'idée d'un parti de classe indépendant.

John PEPPER (New-York.)

## LA SEMAINE

**Lundi 30 juillet.** — Le Congrès des Métaux adopte la résolution Semard sur les Commissions syndicales par 113 voix contre 22.

Le Comité National du Textile approuve unanimement l'adhésion à l'I. S. R. et la résolution Semard.

Les charpentiers en bois de la Seine reprennent le travail après 75 jours de grève, sans avoir obtenu la signature du contrat par la chambre patronale.

La conférence des anciens menchevistes de Tiflis a décidé de dissoudre l'organisation et d'entrer dans le Parti Communiste.

Les réponses belge et française sur l'occupation de la Ruhr sont remises au gouvernement anglais.

La grève des dockers anglais s'est localisée à Londres, les ouvriers de Hull ayant repris le travail aux conditions de l'accord national. En Irlande, la grève continue.

Manifestation contre la vie chère, à Berlin. Deux personnes tuées par la police.

Deux coups de grisou font 35 victimes, à Malby (Ecosse).

**Mardi 31 juillet.** — Le Congrès des Métaux ratifie l'adhésion à l'I. S. R. par 113 voix contre 19. Les camarades Gaye, Poussel, Rabaté sont élus secrétaires.

Grève des typos, à Berlin. Seuls le *Vorwaerts* et la *Rote Fahne* paraissent, d'accord avec l'organisation syndicale.

Le ministre du Travail anglais refuse d'intervenir dans la grève des dockers.

Le cabinet anglais examine les réponses belge et française. L'impression, dans les milieux diplomatiques, est franchement pessimiste.

Le *Matin* dénonce un accord hispano-anglais au sujet de Tanger, défavorable à la France.

La grève des métallurgistes de Silésie continue. Les ouvriers ont repoussé l'accord intervenu entre les industriels et les chefs réformistes.

Tamponnement de trains à Kreiensen (Allemagne). 27 morts. 25 blessés.

**Mercredi 1<sup>er</sup> août.** — Pierre Brizon est mort à l'âge de 45 ans.

Le Congrès des Cheminots des Compagnies secondaires se réunit à Paris. Il approuve unanimement l'adhésion de la C. G. T. U. à l'I. S. R.

Les ouvriers de l'Aménagement de Grenoble obtiennent une augmentation de salaire.

Les lamineurs des Forges d'Alais obtiennent la révision de l'échelle des salaires.

**Jeudi 2 août.** — Ouverture du Congrès de la Fédération Nationale des Cheminots. L'adhésion à l'I. S. R. est ratifiée par 55.216 voix contre 7.057. Les dirigeants du P. O., partisans de l'Internationale de Berlin, sont en minorité dans leur propre réseau.

La tension franco-anglaise s'accroît. Déclarations de Baldwin et Curzon à la Chambre des Communes.

Grève des typos de Cologne. Les journaux socialistes et communistes seuls paraissent.

**Vendredi 3 août.** — Mort du président de la République des Etats-Unis, Harding, à l'âge de 58 ans.

Le Congrès des Cheminots s'occupe des revendications corporatives.

Les plâtriers de Chelles obtiennent une augmentation de salaire de 0 fr. 25 de l'heure.

20.000 dockers sont toujours en grève, à Londres.

En Finlande, les communistes sont accusés de complot. 108 communistes sont arrêtés ; parmi eux, tous les membres du groupe parlementaire, les membres du Comité Central et les directeurs de journaux.

Grève générale des employés de Banque, à Madrid.

Grève de tramways, à New-York.

Grève des cheminots de Budapesth. La loi martiale est proclamée. Le syndicat des mécaniciens dissous.

**Samedi 4 août.** — Le Congrès des Cheminots réalise l'unanimité sur la question de l'unité syndicale. Dans le vote sur l'orientation, la résolution de la majorité recueille 52.030 voix contre 10.300.

La grève des typos de Cologne est terminée. Les ouvriers obtiennent une augmentation de salaire.

L'élévation du coût de la vie provoque de nombreuses grèves, en Allemagne.

Grève des cheminots en Yougo-Slavie. Le gouvernement appelle pour une période militaire tout le personnel en grève.

En Tchécoslovaquie, la grève des mineurs s'étend à plusieurs bassins. Les ouvriers du Bâtiment, à Sadowa et Ostran, sont lock-outés.

**Dimanche 5 août.** — Ouverture du Congrès de l'Enseignement, à Brest.

Une tentative de fascisme, à Saint-Maur (Seine), avorte grâce à l'attitude énergique de l'A. R. A. C. et du Parti Communiste. La police brutalise nos camarades et opère six arrestations.

Les dockers de Londres décident, à l'unanimité, de poursuivre la grève.

La Social-Démocratie allemande est menacée de scission. L'Assemblée des fonctionnaires se prononce contre la majorité du groupe parlementaire favorable à Cuno.

# Les dockers anglais contre leurs dirigeants

La lutte soutenue par les dockers anglais contre le patronat et la bureaucratie syndicale tiendra une place particulière dans l'histoire des grands mouvements de salaires que l'Angleterre a vu se dérouler ces dernières années. Jamais encore peut-être le conflit entre les ouvriers désireux de défendre leur existence et les chefs qui sabotent le mouvement n'a été mis au jour avec autant d'évidence. Voyons les phases principales de l'action :

La « grève sauvage » des dockers commença le 2 juillet à Cardiff, Bristol et Hull. La grève s'opposait à une diminution de salaire de 1 shilling par jour (le salaire devait être réduit de 11 sh. à 10). Cette diminution correspondait à l'échelle des salaires arrêtée entre le Syndicat des Ouvriers des Transports et le patronat. Mais les ouvriers étaient d'avis que le coût de la vie n'avait pas diminué en réalité dans une mesure justifiant la diminution d'un shilling par jour.

Le 3 juillet, le nombre des grévistes augmenta. Une série d'autres ports se joignirent au mouvement. La grève s'étendit sur Londres. Le syndicat ordonnait de reprendre immédiatement le travail. A Bermondsey a lieu un grand meeting des grévistes. Les chefs du syndicat, Bevin et Gosling, invitent les ouvriers à cesser la grève, mais rencontrent une vive opposition. La continuation de la grève est décidée. Les chefs fonctionnaires syndicaux quittent la salle ; un Comité de grève est formé par les grévistes.

Le 4 juillet, le nombre des dockers en grève se montait à 40.000. Manchester et d'autres ports se joignent au mouvement.

Le 5 juillet, le syndicat lance un nouvel appel pour la reprise du travail. Le nombre des grévistes s'élève déjà à 50.000. Les jours suivants, 15.000 ouvriers se joignent encore au mouvement.

Le Congrès du Syndicat des Ouvriers des Transports doit avoir lieu le 9. Mais les bureaucrates syndicaux ont une telle peur des dockers de cette ville, qu'ils transfèrent leur congrès à Londres. Les cheminots se montrent enclins à seconder les dockers en grève. J.-H. Thomas trouve utile de lancer un « Avertissement aux cheminots » (8 juillet), les priant de ne pas s'immiscer dans un mouvement qui ne les regardait nullement. Le 9, le Congrès du Syndicat des Ouvriers des Transports se tient à Londres. Bevin y parle de la grève. Il reconnaît que l'indignation des dockers est légitime ; mais le syndicat avait conclu un accord sur l'échelle variable des salaires et ne pouvait pas le dénoncer en ce moment. Le Congrès décida, par 136 voix contre 18, de conseiller aux dockers la reprise du travail.

Il semble tout d'abord que cette pression agira sur les grévistes. Le 11 juillet, le Comité de grève élu par les ouvriers, siégeant à Londres, conseille également la reprise du travail par 9 voix contre 6. Lorsqu'il informe les masses de sa décision, les ouvriers la répudient unanimement et constituent un nouveau Comité de grève pour continuer la lutte.

A Hull se tient une réunion de 2.000 dockers, convoquée par le Syndicat des Transports. Les bureaucrates syndicaux exhortent les dockers à cesser la grève. Les grévistes, lassés de ces inu-

tiles exhortations, quittent en masse la réunion, laissant orateurs et organisateurs devant les banquettes.

Le 13 juillet, la grève continuait à Londres, à Hull, à Manchester, à Birkenhead.

Abrégeons. Nous n'avons pas pour but de donner une chronique détaillée de cette remarquable action des masses prolétariennes anglaises, mais d'indiquer son caractère, ce qui la rend importante et nouvelle. Le 23 juillet, la grève battait encore son plein, les grévistes refusaient encore d'écouter leurs singuliers « chefs » officiels, votaient des ordres du jour de méfiance à leur égard -- et la continuation de la grève.

Quelle que soit l'issue de ce mouvement des dockers, il révèle la puissance de l'opposition des masses laborieuses contre la politique d'union sacrée et de collaboration de classes des chefs syndicaux réformistes.

A. ROSENBERG.

## Coups de Faucille

### « Le Syndicalisme et sa doctrine »

Ainsi, au Congrès des cheminots, parla Besnard, grand homme du syndicalisme pur. C'est l'aveu que les syndicalistes purs forment un parti, car, n'est-ce pas, le syndicalisme, comme Toffi nous l'a dit à Saint-Etienne, est une pratique qui, tous les jours, cherche sa théorie. Quand on dit : « Le Syndicalisme et sa doctrine », c'est qu'on prend sa conception personnelle pour la doctrine du Syndicalisme, alors qu'on représente seulement un courant d'opinion, une secte, un parti pour tout dire.

### « Lénine est de notre avis »

Encore une perle de Besnard. D'autres, moins prétentieux, auraient dit : « Nous sommes de l'avis de Lénine. » Mais lorsqu'on s'appelle Besnard...

### Pas d'influence extérieure

Quand on compare les Commissions syndicales du Parti aux autres groupements de tendances C. D. S., G. S. R., etc., nos « purs » se récrient : « C'est pas la même chose !... »

Au Parti, vous subissez l'influence des éléments non-prolétariens : patrons, commerçants, etc... Nous, nous sommes entre syndiqués.

Evidemment. Tout comme à la veille de la conférence minicitaire et du Congrès de Lille, Besnard s'en allait chercher un programme pour le syndicalisme révolutionnaire à P. U. S. T. I. C. A.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur.